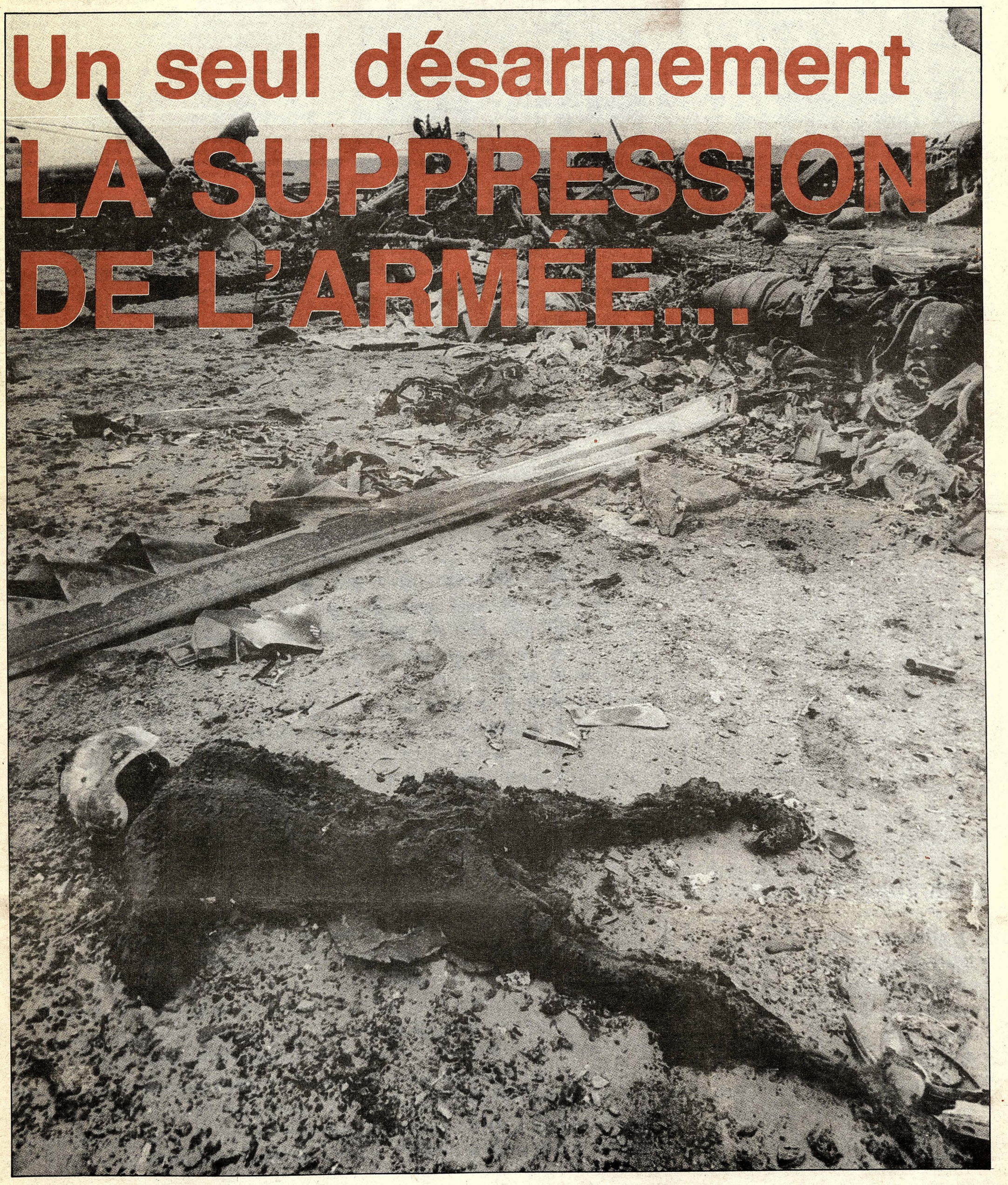
T 2137 - 743 - 10,00 F
3792137010003 07430

ISSN 0026-9433

hebdo le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°743 JEUDI 16 MARS 1989 10,00 F

Un seul désarmement LA SUPPRESSION DE L'ARMÉE...



communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU
Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin organisent une Fête de la chanson le samedi 1er avril à 21 h au théâtre Jean-Vilar à Bourgoin-Jallieu, avec Véronique Pestel, Fabienne Elkoubi et les Morpions's Brozeur (compagnie théâtrale). Entrée : 55 F (étudiants et chômeurs : 35 F).

• AIX-EN-PROVENCE
Une liaison vient de se créer sur Aix-en-Provence. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• TOULON
Le groupe Région-toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent un concert « Rock antifasciste », le samedi 25 mars à partir de 20 h 30, salle de la Bourse du travail, à la Seyne-sur-Mer, avec « Les rats » et « Kurt » (stand-buvette).

• SAINT-NAZAIRE
Le groupe de Saint-Nazaire assure la vente du « Monde libertaire » tous les dimanches matins sur le marché, de 10 h 30 à 12 h. Pour le contacter écrire à : « Les amis de Pelloutier », c/o Maison du peuple, place Salvador-Allende, 44600 Saint-Nazaire.

• SAINT-ÉTIENNE
Après plusieurs mois d'interruption, l'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire » a repris les vendredis, de 13 h à 14 h 30, sur les ondes de Radio-Dio (89.5 MHz). Par ailleurs, le groupe Nestor-Makhno tient à nouveau une permanence le premier jeudi de chaque mois salle 15 bis CNT-AIT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• BORDEAUX
L'Alliance libertaire organise une soirée d'information sur l'Irlande (expositions, vidéos) le vendredi 17 mars à 20 h 30 au 7, rue du Muguet.

• ASNIÈRES
Le groupe Malatesta vous informe qu'il vend le « Monde libertaire » tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h 30 au marché d'Asnières (près de la mairie) et qu'il est possible aux sympathisants de nous rencontrer à cette occasion.

• PONTARLIER
Une liaison anarchiste jurassienne est en formation. Il est possible de la rejoindre en écrivant à : Liaison anarchiste jurassienne, BP 301, 25304 Pontarlier cedex.

• BORDEAUX
La réunion du groupe Sébastien-Faure a lieu tous les derniers dimanches du mois, à partir de 10 heures au siège, 7, rue du Muguet. Réunion hebdomadaire tous les vendredis à 19 heures au siège. Débats sur les questions d'actualité, culturelles ou diverses. Tous les anars et sympathisants sont fraternellement invités (tél. : 56.81.01.91).

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

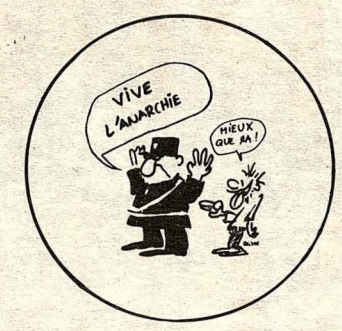
Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

éditions

• BANDE DESSINÉE
Le groupe libertaire Paris XIe de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).

• BADGES
Le groupe FA de Bourgoin a édité des badges « Vive l'anarchie » (plus dessin de Reiser) au prix de 10 F (8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande, écrire à « Contre courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à libeller à l'ordre de l'association).



• « CONTRE VENTS ET MARÉES »
La revue « Contre vents et marées » vient de sortir son numéro 57, qu'il est possible de se procurer contre 3 F, ou en s'abonnant contre 50 F à « Contre courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• PARIS
Le groupe « Pensée et Action » de la FA vient d'éditer deux autocollants (blancs et noirs) : « Travailleurs, organisons-nous, action directe » et « Non au consensus politique et social, seule la lutte paie » (50 exemplaires : 20 F et 1 F à l'unité).

• BOURGOIN
Le groupe FA de Bourgoin vient d'éditer un nouveau briquet (A cerclé rouge sur fond noir) au prix de 15 F l'unité (120 F les 10 exemplaires), port compris. Pour toutes commandes : « Contre Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèque à l'ordre de Contre Courants).

• « MISTOUFE »
Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer la parution du numéro 1 de la « Mistoufe », nouveau journal libertaire dijonnais. Il est gratuit et vous pouvez vous le procurer à notre local, au 61, rue Jeannin, ou par correspondance contre un timbre à 2,20 F.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

communiqués

• GRENOBLE
L'Association de réflexion anarchiste (ARA) organisera une semaine libertaire au 102, rue d'Alembert. Rappelons qu'à cette adresse se trouve un squatt géré par plusieurs associations. Cette semaine se déroulera de la manière suivante : à partir de 17 heures, porte ouverte avec projection d'un film vidéo suivie d'une causerie ; à 21 heures, une conférence-débat. Lundi 3 avril : « Ecoutez May Picqueray » ; « Le fédéralisme et l'internationalisme », animé par Gaëtano Manfredonia de la Fédération anarchiste. Le mardi 4 avril : « L'orchestre noir » ; « Les croyants face à la religion », animé par Marc Prévôtel avec la participation de la Libre Pensée de l'Isère. Mercredi 5 avril : « Histoire de l'anarcho-syndicalisme en France » ; « Où va le syndicalisme ? », animé par des syndicalistes de la CNT, de l'USI.... Jeudi 6 avril : « De Toda la vida » ; « La femme face aux pouvoirs », animé par Pepita, militante de Femmes libres. Vendredi 7 avril : « Ecoutez Eugène Bizeau » ; concert avec Marie-Josée Vilar. La participation aux frais s'élèvera à 20 F par jour, 50 F pour le spectacle du vendredi soir. Une carte de soutien, pour la semaine complète (du lundi 3 avril au vendredi 7 avril, à Grenoble) permettant l'accès à toutes les activités, est disponible dès maintenant au prix de 100 F à l'adresse suivante : ARA, 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.

éditions

• « GRAFFITI »
Le groupe « Humeurs Noires » vient de sortir le n° 7 de sa feuille d'expression « Graffiti ». Elle est consacrée à la Révolution de 1789 ; la révolution en elle-même et l'histoire de la classe dominante qui y a trouvé sa source. Que tout le monde profite de cette nouvelle contribution anarchiste à la commémoration de ce bicentenaire.

• AUTOCOLLANT
Le groupe « Humeurs Noires » vient d'éditer un autocollant (« Elections 1989 : l'extrême droite crache son venin »). En vente à la librairie (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité (couleurs : jaune et noir).

• AUTOCOLLANTS
Le groupe Carlo-Cafiero a réédité l'autocollant « Droit au logement gratuit pous tous ». Il l'a édité également sous une autre formule : « Droit au logement décent pour tous », afin de contenter tous ceux qui sont prêts à s'investir dans une camapgne massive sur le logement. Ces deux autocollants, en blanc et bleu, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (on peut commander) au prix de 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires et de 1 F à l'unité.

• ENVELOPPE
Le groupe du XIe vient d'éditer une nouvelle enveloppe. Il s'agit du militant pacifiste Louis Lecoin, avec comme phrase : « La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable ». Elle coûte : 1,80 F pièce ; 1,50 F à partir de 10 exemplaires ; 1,30 F à partir de 50 exemplaires ; 1,10 F à partir de 100 exemplaires ; 0,80 F à partir de 500 exemplaires ; 7,50 F la série de 5 fois un exemplaire ; 65 F la série de 5 par 10 exemplaires.

La guerre, ce crime contre les peuples, n'est jamais excusable. Louis Lecoin.

• BADGES
Le groupe Sacco-Vanzetti vient de rééditer plusieurs badges, en vente à la librairie du Monde libertaire (5 F) : « Religion, oppression mentale » (mauve) ; « Racisme ? Non merci ! » (jaune) ; « Un avenir sans futur » (jaune) ; et « Céder un peu, c'est capituler beaucoup » (rouge).

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Antimilitarisme :** Désarmement, Nouvelles du front, Editorial — **PAGE 4, Les luttes :** COMATEC, Enseignement — **PAGE 5, Société :** Les NMPP en grève, Exclusions à la CFDT-Santé, Secteur social, Droit d'asile, En bref — **PAGE 6, Société :** Les salaires et l'emploi, Anticléricalisme — **PAGE 7, Société :** Les situationistes derrière la vitrine — **PAGE 8, Dans le monde :** El Salvador — **PAGE 9, Informations internationales :** Pologne — **PAGE 10, Expressions :** La Vendée et la Révolution — **PAGE 11, Expressions :** Sélection de programmes de Radio-Libertaire, Notes de lecture — **PAGE 12, Société :** La gestion communale.

N°743 JEUDI 16 MARS 1989

NOUVELLES DU FRONT

• RFA.
1988, année record pour les accidents d'avions militaires. Dix-sept accidents sont survenus, provoquant la perte de 20 appareils et surtout la mort de 11 militaires et de 74 civils. En 1986 et 1987, onze accidents par an n'avaient provoqué aucune victime civile. Qui a dit que l'armée protégeait les populations ?

• RAFALE SUITE...
Le feuilleton du « futur » avion de combat « européen » se poursuit. On se souvient du choix de l'Allemagne fédérale, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Espagne pour l'Eurofighter, concurrent direct du projet Dassault. Le gouvernement français, après avoir essayé de débaucher les Allemands et les Espagnols, vient de subir un refus de participer à la construction du joujou de la part des Belges. Sachant que les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège ne sont pas très chauds, il ne reste plus pour satisfaire notre vanité patriotique... que les contribuables français. A vos bourses ! Cela coûte 35 milliards de francs pour cinq prototypes. Quel joli bide en perspective !

• « DAMOCLÈS ».
Parution du numéro 36 de ce bimestriel d'information et d'analyse sur les questions de paix et de guerre, de militarisation et de désarmement. Au sommaire : 2e partie du dossier « Les enfants et la guerre » (centré sur la France à propos du livre sur l'*Affaire du lycée militaire* d'Aix-en-Provence et la dénonciation du « complexe militaro-universitaire », et toujours une abondante revue de presse et des notes de lecture.
Abonnement à 6 numéros : 120 F (à l'ordre du CDRPC), *Damoclès*, BP 1027, 69201 Lyon cedex 01 (tél. : [16.1] 78.36.93.03).

• COMME SON NOM L'INDIQUE !
Concurrent de Mourousi, Jean-Claude Bourret (présentateur du magazine vidéo « Armées 2000 ») s'est confié au mensuel du SIRPA, *Armées d'aujourd'hui*. L'adepte des soucoupes volantes, réformé de surplus pendant la guerre d'Algérie, vante au cours de cette interview les mérites des armées : « *parfaitement hiérarchisées ; vous savez en regardant quelqu'un quelles sont ses responsabilités. Dans la société civile, il faut se renseigner.* ». Admirant l'« efficacité » de ce « service public », il regrette aujourd'hui « *de ne pas avoir bénéficié de l'expérience du service national* ». Pourquoi ? En Algérie, l'armée française se serait-elle particulièrement fait remarquer par son efficacité et son rôle éducatif ?

• RÉFRACTAIRES.
Pour être informés des luttes antimilitaristes et des procès de réfractaires, appelez le répondeur antimilitariste : (16.1) 45.65.95.25.

G. HOST

DÉSARMEMENT

Si tu veux le désarmement...

APRÈS les accords SALT I sur les armements stratégiques, qui ont vu le jour dans les années 70, puis la signature du traité sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (FNI), en décembre 1987, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui se tient actuellement à Vienne du 6 au 8 mars 1989, semble marquer une nette accélération dans le processus général, sinon de désarmement, du moins de limitation des armements qui « illumine » aujourd'hui le ciel des relations internationales.

Bien évidemment, même s'il ne s'agit encore là que de « petits pas » sur la voie d'un véritable désarmement, on ne peut que se réjouir des résultats qui sont obtenus ici et là. Mais justement, s'agit-il bien de « petits pas » sur la voie d'un véritable désarmement ? Ne se trouve-t-on pas plutôt en présence d'une simple restructuration des forces de destruction des « grands » de ce monde qui, constatant leur impuissance présente à se dominer militairement, préfèrent renoncer provisoirement à une suraccumulation d'armements dont le coût pour leur économie commence à devenir par trop démesuré ?

Là se situerait peut-être l'explication de la « désarmante » limite d'un processus qui exclut de ses préoccupations la logique sociale et sociétaire, dans laquelle s'inscrit la course aux armements et à la guerre, et qui se cantonne au seul domaine militaire ?

Là se situe incontestablement le fondement de notre volonté de nous attaquer aux causes et non aux effets de la *militarisation*, pour créer les conditions rendant crédible un désarmement sérieux.

Du 6 au 8 mars 1989, les 35 pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont entamé une négociation sur les forces armées conventionnelles en Europe. Ceci afin de rééquilibrer les forces en présence tout en les réduisant suffisamment pour que « *la capacité de lancer une attaque par surprise et de déclencher une action de grande envergure soit éliminée* ».

Bien évidemment, ce n'est pas la première fois que les deux super-grands s'essayent à ce petit jeu. Depuis 1973, des négociations sur « la réduction mutuelle et équilibrée des forces » avaient lieu régulièrement, sans déboucher sur quoi que se soit de sérieux. Mais aujourd'hui, contrairement à hier, beaucoup de choses incitent à penser qu'il risque d'en aller différemment.

Tout d'abord, et c'est la première fois qu'il en est ainsi, tous les pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, plus la France et d'autres pays « non alignés », participent à ces négociations qui concernent toutes les forces conventionnelles déployées de l'Atlantique à l'Oural. Ensuite, et surtout, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev a changé les données du problème.

Les Soviétiques, en effet, ont accepté depuis son « avènement » que l'on ne discute que des armements classiques terrestes, et donc que l'on n'aborde pas le problème des armes nucléaires du champ de bataille, des armes chimiques et des forces navales. De plus, ils ont également accepté le principe des inspections sur place et des réductions asymétriques des forces en présence.

Sur ces bases, surtout si l'on prend en compte la déclaration de décembre dernier de Gorbatchev annonçant une réduction unilatérale de 500 000 hommes, six divisions blindées et de la moitié des chars russes stationnés en Allemagne de l'Est, une réduction sensible des armements conventionnels situés en Europe s'avère, non seulement possible, mais vraisemblable.

Certes, les propositions du Pacte de Varsovie et de l'OTAN diffèrent encore sur de nombreux points. Edouard Chevardnaze, par exemple, propose une réduction en trois étapes. Première étape, sur deux ou trois ans on élimine les déséquilibres concernant les troupes et les principales catégories d'armements, en prenant le niveau le plus bas des deux camps et en le réduisant de 10 à 15%. Deuxième étape, sur deux à trois ans également, on réduit encore de 25%. Troisième étape, enfin, on aboutit à une limitation générale de toutes les catégories d'armes et on se met d'accord sur le contenu du concept de « forces armées résiduelles ».

L'OTAN, par contre, propose que chaque camp ait droit à 20 000 chars, 16 500 pièces d'artillerie et 28 000 véhicules blindés, un pays seul n'ayant pas le droit de posséder plus de 30% du total d'une catégorie d'armement. De plus, elle fixe des sous-plafonds géographiques aboutissant à masser l'essentiel des forces conventionnelles dans les deux Allemagne.

Cela étant, par-delà ces « divergences », qui recouvrent en fait des stratégies différentes (l'OTAN prônant « la défense de l'avant » afin d'ancrer la RFA dans le camp occidental, et l'URSS une délimilitarisation de cette zone), les experts s'accordent à reconnaître qu'un compromis devrait être « facile » à trouver. A telle enseigne que, dès le 6 mars, l'URSS a annoncé la couleur en s'engageant unilatéralement à retirer 5 300 chars « sophistiqués » de la RDA, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

Comme on le voit, dans ces négociations, les choses vont très vite, et ce qui était impensable hier, c'est-à-dire une réduction importante des forces armées conventionnelles en Europe, peut très rapidement se trouver à l'ordre du jour.

De cela on ne peut, bien entendu, que se réjouir, mais est-ce pour autant à dire que nous sommes en train de cheminer sur la voie du désarmement ? Rien n'est moins sûr !

Jadis, l'OTAN s'est constituée sur la base du postulat selon lequel les Etats-Unis pouvaient utiliser leur armement nucléaire stratégique en cas d'attaque de l'Europe. Or, si ce postulat s'avérait crédible tant que l'Amérique demeurait à l'abri des représailles soviétiques, dès lors que Moscou s'est trouvé en mesure de maîtriser la technologie des missiles intercontinentaux, il n'en était plus de même. Difficile, en effet, pour l'opinion publique américaine, d'accepter de risquer New-York pour Hambourg.

Aussi, à la dissuasion tout court s'est substituée le concept de « dissuasion élargie », qui reposait sur un autre postulat : celui d'une « graduation » sur le théâtre européen de l'affrontement nucléaire. En cas d'attaque de l'Armée rouge, on limitait les représailles atomiques au seul champ de bataille en espérant que les Soviétiques hésiteraient à passer au stade supérieur de l'utilisation des armements nucléaires stratégiques.

Est-il besoin de le préciser, les Européens, et parmi eux les Allemands tout particulièrement, furent loin d'apprécier cette évolution stratégique. Mieux, comme tout un chacun s'est aperçu à l'issue de la guerre du Vietnam que l'utilisation même limitée de l'arme atomique se révélait être une chimère, tant était grande la peur de l'engrenage, l'Europe s'est très vite trouvée partagée entre deux sentiments : celui d'être un champ de bataille nucléaire potentiel, et celui d'être toute nue dans l'hypothèse d'un conflit.

Aussi, insensiblement, on en est arrivé à la conclusion que, pour se prémunir, le mieux était encore de réhabiliter l'armement conventionnel, le nucléaire ne servant finalement qu'à dissuader l'adversaire d'utiliser l'arme atomique.

Mais, outre qu'une telle stratégie, qui implique une modernisation permanente des armes conventionnelles, coûte chaque jour plus cher, l'apparition sur le marché de l'apocalypse des programmes américains et soviétiques de guerre des étoiles la rend peu crédible. Car, non seulement, il est impossible de financer conjointement la modernisation du conventionnel et un programme de guerre des étoiles mais, de plus, si les initiatives américaines et soviétiques de défense stratégique permettent effectivement aux deux super-grands de se prémunir contre une force de frappe nucléaire sur leur territoire, il est de peu d'intérêt de mettre le paquet sur l'armement conventionnel car, fort d'une invulnérabilité qui reste à démontrer, chacun des deux super-grands peut être tenté, à l'occasion d'un vague conflit conventionnel surgi on ne sait trop comment, d'appuyer tout de suite sur le bouton.

Aussi, pour éviter, et à tout le moins limiter, cette tentation, comme pour concentrer leurs efforts financiers sur le seul programme de guerre des étoiles, les deux super-grands sont très vite tombés d'accord pour limiter leurs forces conventionnelles en Europe.

Comme on le voit, le processus de limitation des armements conventionnels ne s'inscrit pas vraiment dans une dynamique de désarmement. Seules des contraintes stratégiques (l'apparition des programmes de guerres des étoiles et la peur d'y avoir recours à l'occasion d'un vague conflit conventionnel) et des contraintes financières (la quasi-impossibilité pour les économies américaines et soviétiques de financer et la modernisation du conventionnel et les IDS) le fondent.

Et comment aurait-il pu en être autrement, dès lors que ce processus se cantonne au seul domaine militaire en excluant de ses préoccupations la logique sociale et sociétaire qui nourrit depuis toujours la course aux armements et la guerre ?

Pour ce qui nous concerne, nous ne croyons pas plus à des armées qui désarment qu'à un pape libre penseur ou à un patron philantrope.

L'histoire, en effet, nous enseigne qu'en tous temps et en tous lieux, l'être profond de l'armée est de s'armer toujours « mieux » pour faire la guerre, celui du pape de tordre le coup à la liberté de pensée et celui du patron de faire du profit. C'est ainsi, le capitalisme privé ou d'Etat, parce que sa logique profonde est d'exploiter et d'opprimer le plus grand nombre pour faire du profit, portera toujours la guerre en lui comme la nuee porte l'orage.

Certes, selon les époques et les endroits, cette propention est susceptible de prendre des formes et des intensités différentes. Mais, au bout du compte, elle demeure obstinément présente.

Aussi, dès lors que l'on souhaite ardemment et le désarmement et la paix, mieux vaut éviter de perdre un temps qui a la beauté fragile de l'éphémère à courir après une chimère et consacrer toute son énergie à la mise en œuvre d'une stratégie qui, en s'attaquant aux causes et non pas aux effets d'un phénomène, peut seule créer les conditions d'un véritable désarmement et d'une véritable paix.

Tel est le sens de notre combat pour la révolution sociale ! Tel est le sens de notre antimilitarisme tout à la fois militaire et civil ! Tel est le sens de notre volonté de faire que les travailleurs s'engagent dans un processus d'action directe pour que, dès aujourd'hui, « pas un homme, pas un sou et pas une heure de travail » n'aillent à la guerre. On ne le répètera jamais assez : si tu veux le désarmement et la paix, prépare la guerre sociale !

J.-M. RAYNAUD

Editorial

MAIS pourquoi donc parler quand on a rien à dire ? C'est bien la seule question qui restait en suspens ce mercredi soir, après le triste show télévisé de Rocard et Jospin. Pour le reste, tout était très clair ! Ils nous l'on dit et répété : pas question de toucher aux grands équilibres qui demeurent encore plus prioritaires que « la priorité des priorités » de Mitterrand.

C'est pourtant une façon un peu courte d'écarter les véritables problèmes de l'école : la dégradation des établissements et des conditions de travail, la misère des crédits de fonctionnement et le triste avenir qui est promis aux enfants — ces éternels absents du débat. Certes, la question n'est pas récente et les deux acolytes-ministres ne sont pas les seuls responsables d'une profonde dégradation qui se poursuit depuis plus de vingt ans. Encore faudrait-il ne pas oublier la responsabilité directe que portent les socialistes en refusant de donner à l'école les moyens d'une réelle rénovation, après avoir bloqué nos salaires depuis sept ans (10% de perte de pouvoir d'achat, en moyenne).

Et si la colère est grande dans les rangs de la profession, la situation ne s'en est pas éclaircie pour autant. Comment en serait-il autrement, d'ailleurs, lorsque l'on se heurte à des directions nationales, tant à la FEN qu'au SNI, pour qui la moindre virgule déplacée dans les propositions gouvernementales est une avancée significative, et dont on ne sait plus si elles représentent les intérêts des syndiqués ou ceux du gouvernement.

Quant aux courants minoritaires, ils ne semblent ni capables ni prêts à réaliser l'unité nécessaire. Déjà, le week-end dernier, la coordination nationale avait décidé de lancer une grève reconductible à partir du 13 mars, la veille du jour envisagé par certaines sections départementales U et A (courant proche du PCF) du SNI pour une journée d'action. Et ce n'est pas non plus la décision des sections U et A d'appeler à la grève pour le 17 — soit quatre jours après la date retenue par la coordination — qui arrangera les choses.

Pourtant, rien n'est encore joué. Un accord général sur la plateforme revendicative existe : retrait du projet Jospin ; rénovation véritable du service éducatif pour qu'il soit au service des enfants et des travailleurs de l'éducation ; unification des catégories d'enseignants de la maternelle au lycée ; augmentation uniforme (1 500 F à 2 000 F) pour tous. Tout dépend donc de la mobilisation que les enseignants sauront réaliser dans les jours prochains.

COMATEC

Une lutte exemplaire, une victoire nette !

DANS le dernier numéro du *Monde libertaire*, nous nous étions arrêtés aux affrontements du vendredi 3 mars à la Gare de Lyon et à Nation. Suite à ces événements, l'alerte fut suffisamment chaude pour qu'un médiateur, Gilles Bélier, soit nommé. D'autre part, la COMATEC assignait en référé la CFDT et dix membres de son personnel, dont elle désigna elle-même les noms.

Le référé

Pendant que le médiateur s'informe de la situation, la semaine débute par un rassemblement devant le palais de justice. Parmi les personnes désignées par la COMATEC, deux se trouvent être en pré-retraite en Algérie. Ça ne fait pas sérieux ! Difficile, en étant en Algérie, d'avoir participé aux affrontements et semé la panique dans le métro ! La possible « culpabilité » des autres personnes incriminées en prend un coup ! En fait, il n'y a aucune preuve que les gens cités à comparaître aient été présents et aient participé aux incidents. Le jugement constate qu'il doit être mis fin aux abus, mais aussi que le conflit a justifié la nomination d'un médiateur, et il renvoie les parties à comparaître le vendredi 10 mars en attendant l'évolution du conflit. C'est toujours surprenant comme la justice a le don de rendre des jugements mi-chèvre mi-choux où chacun trouve ce qu'il veut.

La manif

Mardi 7 mars, sous une pluie battante, plus de 700 personnes défilent. La forte présence de la CNT provoque des remous à la CFDT. Une banderole CFDT est en tête de cortège. La camionnette CFDT est freinée, et les militants tentent de faire passer tous les nettoyeurs entre les deux. L'opération échoue partiellement et provoque une sérieuse discussion au sein de la CFDT, car les militants RATP et COMATEC ne sont pas d'accord avec les pratiques de l'UD. Bref, la manifestation est quand même une réussite et les télévisions ne se tromperont pas sur notre présence, car même si la CNT n'est pas citée, les images parlent d'elles-mêmes et montrent la CNT en force.

La RATP met les pieds dans le plat

Mais le coup dur pour la COMATEC vient en fait de la RATP. Dès le début de la semaine, ONET, entreprise de nettoyage, intervient dans le métro. Or, ONET fait partie d'un des groupes retenus par la RATP pour effectuer le nettoyage du métro lors de l'appel d'offre d'octobre 1984. En fait, ONET peut reprendre le marché presque du jour au lendemain. Le projet existe, tout est prêt. La COMATEC pique une colère mais, la RATP ne lâchant pas, elle prend peur. C'est un avertissement sans frais de la RATP, et la dénonciation du contrat qui la lie avec la COMATEC pour non-respect des prestations se profile. A partir de ce moment-là, tout se précipite, et la COMATEC veut un accord. Elle se décide réellement à négocier. Comme souvent dans la sous-traitance, c'est au moment où celui qui paye réellement les prestations entre dans la danse que, « miraculeusement », les conflits trouvent des solutions.

Ce qui a été obtenu

Pour résumer ce qui a été obtenu :
- sur les salaires : 5 150 F nets par mois (hors prime) minimum, au lieu de 4 500 F, soit 650 F d'augmentation ;
- sur les sanctions : aucune sanction pour fait de grève, création d'une commission paritaire de discipline ;
- emplois précaires : ce point est complexe, car il y a une mission de contrôle du ministère du Travail qui va débuter (de toute façon, au moins 35 postes de travail pour effacer les graffitis seront occupés par des contrats à durée indéterminée, remplaçant ainsi des contrats à durée déterminée et des intérims) ;
- organisation du travail : retour à l'organisation établie au mois de mars 1988 et qui n'était pas respectée ;
- durée du travail : prise de service et fin de service au vestiaire (les nettoyeurs ne rentreront plus à leur vestiaire sur leur temps).

Une victoire nette

La COMATEC ne voulait rien lâcher, et elle a lâché beaucoup. Pour vous donner une idée de l'ambiance, jamais, tout au long des négociations, les dirigeants de la COMATEC n'ont rencontré les membres du comité de grève. Tout s'est passé par médiateur interposé. La nuit de bras de fer qui a abouti à l'accord a débuté mardi soir à 20 heures, pour se terminer mercredi 8 mars à 13 heures. La machine à café était condamnée (sauf pour les dirigeants de la COMATEC), les coups de téléphone personnels reçus de l'extérieur non transmis... Le mépris le plus total est la règle de la COMATEC. C'est l'assemblée générale des grévistes qui a décidé la reprise du travail, mercredi après-midi. La victoire n'est pas totale, mais elle est nette. Il aurait suffi de voir la mine des dirigeants de la COMATEC pour en apprécier la portée.

ALAIN (CNT-Transports)

ÉDUCATION

Coordonnons !

LE samedi 4 mars était l'occasion pour les coordinations régionales d'instituteurs et de professeurs de témoigner publiquement, et dans l'unité, de leur existence et de se structurer nationalement.

En ce qui concerne la manifestation proprement dite, notons l'ampleur du cortège regroupant les coordinations et condamnons fermement les violences d'individus vraisemblablement membres du PCI-MPPT et assurant le service d'ordre de « Force ouvrière ».

Et les libertaires ?

Aujourd'hui, les libertaires et les anarcho-syndicalistes se doivent d'intervenir dans les coordinations pour y lutter contre toute forme de manipulation politico-syndicale et y faire des propositions « spécifiques » : refonte des contenus, recherches pédagogiques réelles, travail en équipe, formation continue de qualité, corps unique des enseignants de la maternelle à la terminale, intégration immédiate de tous les personnels en fonction dans ce nouveau corps, l'inter-catégorialité, l'autogestion des luttes, etc.

Eric DUSSART

Quant aux assemblées générales qui ont suivi (instituteurs d'un côté, professeurs de l'autre), elles ont rassemblé respectivement un peu plus d'une vingtaine de départements. Des plate-formes revendicatives et des motions ont été élaborées et votées démocratiquement (voir ci-dessous). Toutefois, si des points de convergences sont bel et bien apparus entre la coordination des instituteurs et celle des professeurs, il n'en reste pas moins que la jonction oprérée entre les deux assemblées générales, dimanche après-midi, n'a pas abouti à la fusion des deux coordinations (et ceci malgré les souhaits de la coordination inter-catégorielle du Nord/Pas-de-Calais). Principaux blocages : la question du « corps unique » (demandé par les instits) et les réflexes corporatistes d'une majorité (relative) de professeurs ! Espérons que cela n'est que partie remise...

D'autre part, une rencontre nationale des structures de lutte (coordinations nationales, assemblées d'établissements non fédérés jusqu'à maintenant, sections syndicales départementales se reconnaissant dans les plate-formes élaborées le 4 mars, etc.) a eu lieu à la Bourse du travail de Montreuil le samedi 11 mars. Enfin, l'idée d'une grève générale reconductible (à partir du 13 mars) a été lancée sous certaines conditions par les coordinations nationales. A l'heure où nous mettons sous presse, un bilan de ces deux initiatives n'est matériellement pas possible. Affaire à suivre...

Eric DUSSART
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

Contacts :
- *répondeur parisien (instits) : 43.49.66.12 ;*
- *minitel « Les profs en colère » : 48.97.15.76 (de 8 à 20 h) ;*
- *Coordination Nord/Pas-de-Calais des personnels de l'Education nationale (Eric et Jocelyne) : 20.04.66.06.*

Manifestation du 5 mars 1989.

« LETTRE OUVERTE »

Motion « institutrice »

Cher Lionel,
Cher ex-collègue,
Cher ministre de l'Education nationale,

Nous souhaitons attirer ton attention sur un problème particulier.

Aucune augmentation d'ensemble n'est attribuée aux instituteurs et pour gagner un peu plus, il faudra être méritant.

Etre méritant, c'est pouvoir, entre autres, participer à une réunion ZEP jusqu'à 20 heures, organiser un mercredi sportif, rester après la classe pour suivre les élèves, faire des heures supplémentaires...

Qui pourra être le plus disponible pour participer à ces activités : les hommes ou les femmes ?

As-tu pensé aux petits problèmes que cela peut poser aux institutrices qui ont des enfants à récupérer ou à caser (excuse-nous, les termes ne sont peut-être pas jolis, mais si souvent employés dans la vie quotidienne) ou qui souhaitent être avec eux...

Nous ne voulons pas cautionner la division traditionnelle des tâches, mais force est de constater qu'elle existe toujours, et que ce sont les femmes qui en font les frais.

Et ce n'est pas le nombre de crèches ou de garderies que ton gouvernement a contribué à ouvrir qui pourra changer les choses.

Il est de notoriété publique que c'est en bas de la hiérarchie qu'on trouve le plus de femmes et bien moins en haut ! Il y a fort à parier qu'on retrouvera vite cette même hiérarchie entre les trois grades du corps des instituteurs.

Bref, nous, femmes, nous devrions nous contenter de notre salaire actuel et vivre la perte de notre pouvoir d'achat sans avoir l'espoir d'une véritable augmentation.

Franchement, penses-tu que notre salaire actuel soit un salaire décent qui corresponde à notre travail ?

Nous sommes très tentées de croire que si notre salaire est limité c'est, en bonne partie, parce que nous sommes une profession à majorité de femmes. D'ailleurs, n'a-t-il pas été souvent évoqué de l'augmenter... pour attirer les hommes dans la profession : quel aveu !

Sans doute doit-on penser en haut lieu que notre salaire est un salaire complémentaire à celui d'un mari lui-même instituteur ou un salaire d'appoint, parce que le mari est cadre moyen ou cadre supérieur ? Une enseignante peut aussi vivre seule avec des enfants !

Il serait temps de se rendre compte que nous voulons travailler pour un salaire à part entière.

Ne serait-il pas temps de tordre le coup à la vieille idée qui veut que s'occuper des enfants est une affaire de femme, plutôt une vocation ?

On entend partout : 1989, année de l'égalité, ce serait plutôt l'année de la concurrence : chacun pour soi, salaire au mérite, dégradation des acquis de la profession. Cette loi du plus fort, qui régit la société, le secteur privé, nous la rejetons, c'est pourquoi nous rejetons ton plan.

Nous préférons la vraie égalité : une augmentation substantielle, uniforme et conséquente. Nous voulons les mêmes bonnes conditions de travail pour tous : 25 élèves au maximum par classe ; 6 maîtres pour 5 classes, dédoublement en CES et la création de postes et de classes correspondant aux besoins, tant en maternelle et en primaire qu'à tous les niveaux de l'Education nationale.

En tant qu'homme compréhensif, moderne et socialiste, nous te demandons d'y réfléchir, car nous te rappelons que ce point particulier touche 95% du personnel en maternelle et 75% du personnel en primaire. Petit détail.

Des institutrices

Motion adoptée à l'unanimité par le Coordination nationale des instituteurs, le 4 mars 1989, à la Bourse du travail de Bobigny.

Plate-forme du second degré

1. Nécessité d'améliorer les conditions de travail pour les enseignants et les élèves :
- **réduction des effectifs par classe (24 élèves par classe, 20 en ZEP, 15 en maternelle, 30 à la rentrée prochaine en lycée, avec les dédoublements nécessaires) ;**
- **suppression de la dotation horaire globale ;**
- **rétablissement des postes supprimés ;**
- **création des postes enseignants et non-enseignants nécessaires au bon fonctionnement des établissements.**

2. Revendications salariales :
- **rattrapage des pertes salariales et revalorisation immédiate des personnels de l'Education nationale en points d'indice (100 points, soit 2 000 F par mois pour tous) ;**
- **refus des salaires et des primes « au mérite ».**

3. Contre le démantèlement de l'enseignement public :
- **refus de toute mesure destinée à faire éclater le corps enseignant (divisions par corps et par grades, recrutement de vacataires...) ;**
- **unification du recrutement et de la formation de tous les enseignants au plus haut niveau ;**
- **titularisation des maîtres-auxiliaires et suppléants ;**
- **intégration des maîtres-auxiliaires, adjoints d'enseignement et PEGC dans le corps des certifiés.**

4. Nécessité d'une loi de programmation pour l'Education nationale dans le cadre d'une enveloppe budgétaire plus conséquente.

5. Retrait du projet Jospin et ouverture de négociations sur la base de notre plate-forme revendicative.

Plate-forme revendicative adoptée par la Coordination nationale des professeurs, le 4 mars 1989, à la Bourse du travail de Montreuil.

CFDT-SANTÉ SOCIAUX

Les radiations

LE bureau national confédéral de la CF(D)T a mis un terme à l'affiliation cédétiste de 10 syndicats Santé Sociaux d'Ile-de-France, lors de sa session des 8 et 9 mars 1989 : la radiation est prononcée.

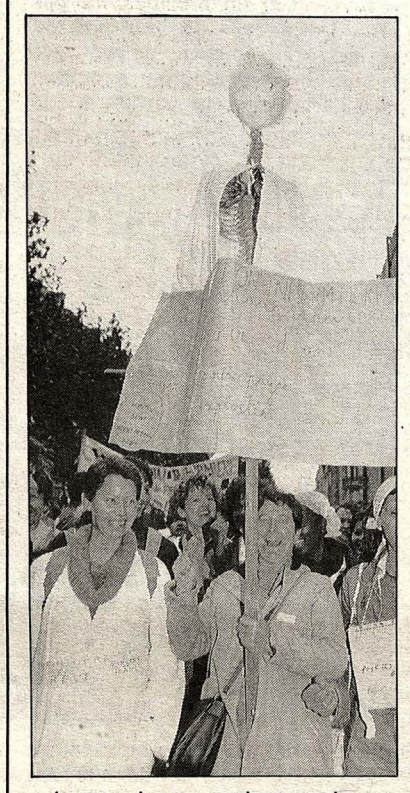
Enfin, le couperet tombe, après quatre mois de suspension (paralysie) pendant lesquels les syndicats concernés avaient fait appel au bureau national de la scandaleuse décision de suspension et de tutellisation prise par la fédération Santé Sociaux, le 30 novembre dernier.

Une commission de « conciliation » avait à rapprocher les points de vue en présence : elle n'a rassemblé que les arguments fédéraux dans le rapport soumis à la décision du bureau national.

Lors de la Journée internationale des femmes, ce fut donc l'exclusion des syndicats les plus féminisés : d'une part parce que dans le secteur, les femmes représentent 80% des salariés, mais aussi parce que la pratique syndicale était suffisamment ouverte pour que les femmes y trouvent leur place en tant qu'adhérentes et en tant que militantes, leur place à tous les niveaux, y compris ceux de responsabilités. Ainsi, les délégué(e)s Santé Sociaux de la région parisienne étaient majoritairement des femmes dans toutes les réunions, congrès, etc., et n'hésitaient pas à prendre la parole à la tribune pour défendre les positions de leur syndicat devant un parterre de congressistes hommes (voire « machos » pour un certain nombre d'entre eux).

Cette radiation massive, c'est en même temps fermer la porte à des femmes travaillant dans les services sanitaires et sociaux, et qui au cours des luttes de l'automne 1988, dans les hôpitaux et les cliniques, et lors des derniers mois, dans les services sociaux en grève, avaient pu se rapprocher des syndicats et tout particulièrement de la CFDT en région parisienne. Et cela, parce que les militants dans les entreprises, les syndicats départementaux avaient su les aider et ouvrir largement leurs portes. L'adhésion pouvait être alors envisagée dans ce secteur peu syndiqué, tout au moins, l'utilité syndicale était reconnue au niveau logistique, mais aussi réflexion globale.

Chacun aura pu comprendre que le soutien aux coordinations et la participation active à toutes les mobilisations ne pouvait qu'entraîner des sanctions de la part d'une fédération qui, au mois de juin 1988 encore, refusait de discuter des salaires des infirmières et des aide-soignantes parce que cette revendication n'était pas à l'ordre du jour ! A force de s'enfermer dans les bureaux ministériels, on devient sourd et aveugle. Rejeter les « accords Evin », publiquement, n'était alors que la goutte qui fait déborder le case. Pour une fédération, et une confédération, qui remplacent le *fédéralisme* et la *démocratie* par le centralisme « démocratique » pour construire avec d'autres (FEN, CGT-FO, etc.) une confédération social-démocrate à l'européenne, de régulation sociale, le pas franchi était inacceptable. Il fallait se débarrasser de ces scories, *vider les moutons noirs*.



Les exclus ne renient en rien ce qu'ils on fait. Au-delà de cette véritable scission rampante (1), ils continueront leur action syndicale qui est la leur depuis vingt ans. Leurs prochains rendez-vous : les luttes, et leur congrès, le 1er avril 1989.

HÉLÈNE (Gr. Pierre-Besnard)

(1) Le 2 mars 1989, le Syndicat parisien des services CF(D)T a été radié, lui aussi : pour avoir mené des luttes de la même façon quel que soit le patron, même quand il était CF(D)T (luttes à la librairie confédérale CFDT).

en bref...en bref..

• **FORUM.**
L'association Forum organise, le jeudi 23 mars à Aubenas, à 20 h 30, au Centre culturel Le Bournot, une réunion-débat sur l'éducation libertaire avec Claude Sigala.

• **ANTIMILITARISME.**
A l'initiative de membres des organisations suivantes : CNT, COT-Albi, FA, MAN, MOC, UPF, les états-généraux contre la militarisation auront lieu du 4 au 8 mai 1989 à Carnaux dans le Tarn. Pour tout contact : CEAC, 1 bis, rue Gramat, 31000 Toulouse ; COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

• **PRESSE.**
Le numéro 84 de *Courant Alternatif*, mensuel édité par l'Organisation communiste libertaire, est sorti. Au sommaire : l'école et la grogne des enseignants, ainsi que le problème de la « revalorisation » ; immigration ; Euskadi ; URSS, à propos des minorités ; les punks au Brésil ; ainsi que bien sûr les rubriques habituelles. En vente au prix de 18 F à la librairie du Monde libertaire.

• **SOUTIEN.**
Une fête de soutien à l'action militante de la CNT du Rhône aura lieu le 23 mars à 20 h au 37, rue Courteline, à Villeurbanne. Au programme : du rock, avec les groupes Import Export et MAL. Le prix d'entrée est de 50 F.

• **DÉBATS.**
L'association Femmes libres propose, le 1er avril, à 15 h, au 34, rue Lalande, à Bordeaux, une rencontre-débat sur « La femme face aux pouvoirs, machisme et/ou patriarcat ».

• **NICARAGUA.**
Le Nicaragua a besoin de crayons. Une collecte est organisée afin d'expédier près de 12 000 de ces ustensiles si précieux là-bas. On peut envoyer ses dons à Daniel Noël, 128, résidence le Pintey, avenue de la Roudet, 33500 Libourne.

PRESSE

Les NMPP

A l'heure où nous bouclons, c'est une sorte de trêve. Les ouvriers des NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne) lèvent le pied pendant le premier tour des élections. Leur mouvement de grève qui bloque la quasi- totalité de la distribution des journaux a toujours pour but de défendre le principe des NMPP, d'obtenir une table ronde avec le Conseil supérieur des messageries (regroupant les éditeurs de presse, la direction des NMPP et les représentants des pouvoirs publics).

« *Nous nous battons pour le pluralisme : si les deux grands groupes (Hachette et Hersant) sortent du système, comment les petits éditeurs feront-ils pour se distribuer eux-mêmes ?* », déclarent les ouvriers des messageries, qui en sont à leur troisième mouvement de grève depuis un an. Le problème est plus complexe quand on sait qu'Hachette est majoritaire à la direction des NMPP.

La modernisation semble au point mort au sein des messageries, alors que les nouvelles imprimeries qui se créent (Roissy-Print pour le groupe Hersant, Ivry pour le *Monde*, celle du *Parisien*, sans oublier Maxwell...) incluent des nouvelles techniques qui bouleversent les données des salles de départ. Au problème des stackers (qui trient automatiquement les liasses de journaux à la sortie des rotatives) s'ajoute l'extension du portage à domicile, qui « court-circuite » dans les faits le système de distribution des NMPP.

Avec la modernisation, le germe de la division est-il entre les ouvriers du Livre, « distribution » d'une part et ceux des imprimeries d'autre part ? La presse quotidienne en a fait ses choux gras, et nous n'en rajouterons pas... Nous rappellerons seulement que les rotativistes ont toujours déclaré et écrit qu'ils ne travailleront avec les programmes informatiques (stackers programmés) que lorsqu'il y aura un accord entre la direction de l'entreprise et la section des messageries.

Quant à savoir qui est plus révolutionnaire que l'autre, cela se mesurera à l'aune du temps. Il y a un peu plus de dix ans, les ouvriers du Livre tenant leurs forteresses (Chaix, Lang...) croyaient tenir les travaux. Le patronat, aidé des techniques modernes, a cassé leurs forces en émiettant le travail de grosses entreprises dans de petites unités de moins de trente salariés. L'histoire ne se répète jamais deux fois, mais à ne pas regarder la réalité technologique en face, quel sera l'avenir de la forteresse syndicale des NMPP.

La lutte des travailleurs des messageries n'est pas finie. Forcer les pouvoirs publics, les éditeurs de presse, la direction des NMPP à s'asseoir à la table des négociations, pour assurer le principe de distribution coopératif, c'est possible. Mais en ayant en tête que le mouvement ouvrier a toujours perdu quand il a cru que le progrès technique était réversible.

Sitting BULL

Social

CLAUDE EVIN, ministre de la Santé et ancien éducateur, doit avoir horreur du jeudi. Après les jeudis noirs de la Santé, un mois, jour pour jour, après le premier rassemblement des personnels du secteur social, c'était, jeudi 9 mars, la deuxième et première (!) grande manifestation régionale des travailleurs sociaux, toujours devant le même ministère.

En effet, ils étaient près de 10 000 à défiler de Montparnasse aux Invalides à l'appel du Collectif régional de mobilisation (CREM) (1), de la CGT et des « moutons noirs » du CRC-CFDT. Quelques délégations de province étaient représentées : Nord/Pas-de-Calais, Orléans, Sens... Educateurs, assistants sociaux, personnels des services admnistratifs ou généraux, ils étaient venus, ils étaient presque tous là (!), qu'ils soient du privé ou du public : revendiquant 2 000 F pour tous, une convention collective unique et un « plan d'urgence » pour le social.

Arrivés avenue de Ségur, il aura fallu attendre une bonne heure avant qu'une délégation du CREM soit reçue par un responsable chargé du secteur social. De son côté, la CGT avait pris l'initiative d'une demande de rendez-vous, et c'est sous les sifflets que sa délégation fut accueillie à sa sortie du ministère.

CREM ou CGT, Evin n'a rien voulu entendre. Le fonctionnaire du ministre a répondu à la délégation du collectif qu'une augmentation des salaires serait catastrophique pour les budgets des établissements « plus de 20% ». Il a ajouté que le RMI répondait au « plan d'urgence » pour le secteur !

Peu surpris des réponses, les manifestants décidèrent de se réunir en assemblée générale. A l'issue de cette assemblée, il était proposé la constitution d'une coordination nationale le 25 mars prochain, ainsi qu'une manifestation le 21 avril.

A. LASSOCIAL

(1) CREM : Collectif régional de mobilisation des personnels du secteur social — syndiqués-non-syndiqués, privé-public —, tél. : 69.41.13.74.

« JUSTICE »

Procès de la solidarité

FIN décembre 1986, deux Italiens réfugiés en France sont interpellés dans la région parisienne, suite à des mandats d'arrêt émis contre eux par la justice italienne.

Leurs logements respectifs ont été loués aux noms de ressortissants français — Jean-Marie Engelen et Alain Pojolat — tous deux employés de banque et syndicalistes. Ils sont arrêtés peu après, à quelques semaines d'intervalle, inculpés de recel de malfaiteurs et écroués dans des conditions de quasi-isolement.

L'un effectuera trois mois de prison, l'autre trois semaines, à l'issue desquels ils sont soumis à un contrôle judiciaire hebdomadaire, assorti d'une assignation à résidence. Au bout d'un an et demi, le contrôle judiciaire est suspendu pour Jean-Marie Engelen, mais maintenu pour Alain Pojolat.

Le 25 janvier dernier, après que le juge ait longuement interrogé les prévenus sur les motivations de leur aide à l'égard des deux réfugiés italiens, les avocats ont rappelé le devoir d'asile inscrit dans la déclaration des droits de l'homme et communiqué une liste de signataires solidaires des prévenus.

Le procureur a requis huit mois de prison ferme dont deux avec sursis pour l'un et trois pour l'autre.

Lors de l'audience en délibéré, qui a eu lieu à Pontoise le 23 février 1989, le juge a condamné J.-M. Engelen et Alain Pojolat à chacun 18 mois de prison avec sursis et 6 000 F d'amendes, peines *non amnistiables* (pour tous renseignements, contacter Me Antoine Comte, tél. : 42.72.27.99).

A Poitiers

Suite aux interpellations opérées le 11 janvier dernier à Poitiers contre des réfugiés basques, trois Français, militants de la LCR, ont été inculpés pour avoir hébergé des étrangers en situation irrégulière.

Peu après, la LCR a déclaré dans un communiqué que « *totalement opposée à la remise en cause du droit d'asile pour les réfugiés basques, elle continuera à héberger ces réfugiés jusqu'à ce que le droit d'asile soit complètement rétabli en France et que l'utilisation de la torture soit bannie des commissariats espagnols.* »

Le 1er février, à l'appel de SOS-Racisme, de la Ligue des droits de l'homme, du MRAP, du Collectif tiers monde, de l'Association des femmes de Poitiers, du CRI, d'un représentant de la CIMADE, ainsi que d'organisations syndicales locales (CGT, CFDT, FEN, SNES, SNI, SNEP), deux cents personnes ont assisté au procès qui s'est déroulé au palais de justice de Poitiers.

Un prêtre, Georges Charbonnier, directeur d'un foyer d'accueil pour immigrés, a notamment déclaré : « *Je demande à être inculpé parce que j'aide régulièrement des immigrés clandestins.* »

Dans une lettre adressée au tribunal, Gilles Perrault a cité plus de cinquante cas reconnus de tortures subies par des réfugiés basques livrés par les autorités françaises et a affirmé que « *s'il faut choisir entre le respect de la loi et le refus de la torture, mon choix est le même que celui des prévenus* ».

L'avocate, Me Simone Brunet, au cours d'une longue plaidoierie, produit une pétition de mille signatures de soutien aux militants inculpés.

Après un bref délibéré, les juges ont prononcé la relaxe. Le procureur vient de faire appel du jugement craignant qu'il ne fasse jurisprudence. Cependant, quatre réfugiés basques demeurent détenus et risquent l'extradition.

Pour mémoire

Du 15 au 18 novembre 1988, onze habitants du Pays basque français ont comparu en justice pour avoir facilité le séjour irrégulier d'un étranger et/ou été accusés d'association de malfaiteurs.

Parmi les onze personnes, six sont basques, quatre sont françaises, une est réfugiée. Tous les Basques et ceux qui ont revendiqué l'identité basque ont eu des peines fermes (deux à trois ans) ; les autres ont bénéficié de sursis. La plupart d'entre eux ont déjà effectué un an de prison.

L.

CHÔMAGE

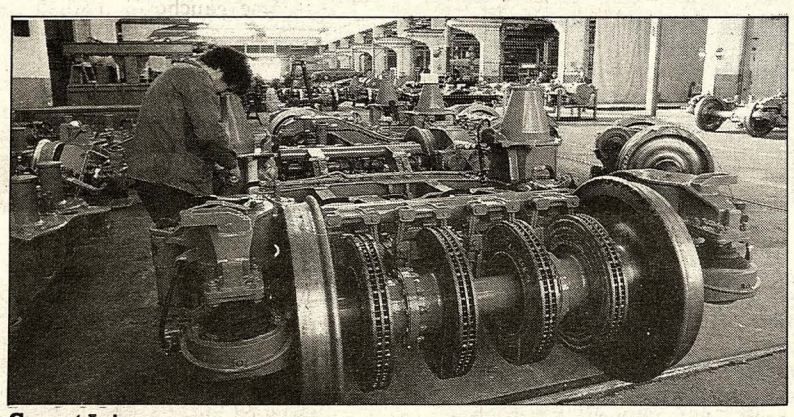
Le maheur des uns fait le profit des autres

DIVINE surprise... C'est en ces termes que s'extasiait la journaliste Françoise Crouigneau dans le « Bilan économique et social » du *Monde* paru en janvier : la croissance en 1988 a été de 4,2% dans les sept plus grands pays de l'OCDE et de 3,5% en France, où l'investissement industriel à « *littéralement bondi* » en un an de plus de 10%.

Les investissements ont pour objectif d'accroître la productivité, mais aussi, ce qui est nouveau, les capacités de production. Nous disposerons donc « *de nouvelles usines qui produiront plus d'aluminium, de verre, de pâte à papier, de véhicules* » (1). Voilà, soit dit en passant, qui permet d'apprécier à leur juste valeur les théories sur une prétendue « ère post-industrielle ». Plus que jamais, la puissance économique repose sur l'activité industrielle, beaucoup plus, en tout cas, que sur le fameux « tertiaire » qui, pour une part, est constitué d'activités parasitaires liées au fonctionnement du système capitaliste.

Petits salaires et gros profits

Donc, comme l'explique François Simon, « *On sait maintenant que l'année 1988 aura été l'une des plus florissantes qu'ait connues le monde depuis longtemps* » (2). **Encore bravo ! Tout cela confirme ce que nous savions depuis quelques temps déjà : chômage pour les travailleurs ne signifie pas forcément crise pour les patrons.**



Creusot-Loire.

La crise économique, c'est-à-dire la baisse généralisée de l'activité, la réduction et parfois la destruction des capacités de production, la contraction du commerce mondial, nous l'avons connue en 1974-1975 et en 1980-1982. Depuis la croissance a été parfois médiocre mais continue. La crise c'est du passé, mais on dénombrait toujours 28,5 millions de chômeurs fin 1987, dans les pays de l'OCDE et 2,6 millions en France, fin 1988.

Chômage et bonnes affaires font un excellent ménage, car le premier permet de rabattre le caquet des salariés, de freiner leur ardeur revendicative. Et il est vérifié, une fois de plus, que c'est grâce aux petits salaires que se réalisent les gros profits. Ainsi que le remarque Alain Verhnoles, il n'y a pratiquement plus d'économistes pour estimer « *qu'une forte demande intérieure alimentée par des salaires réels sans cesse améliorés était le meilleur stimulant de l'appareil productif national* » (3).

De son côté, l'inusable économiste du *Monde*, Paul Fabra, écrit dans sa chronique hebdomadaire : « *Si les profits sont presque partout si élevés, il faut en chercher la raison principale dans la véritable revanche du capital à laquelle on a assisté à la faveur, si l'on peut dire, de la crise. Les hausses de salaires sont restés très modérées* » (4).

Et après ça on voudrait que les travailleurs se montrent modestes dans leurs revendications salariales. Ils auraient tort, d'autant plus que selon le Centre d'étude des revenus et des coûts, la France est en queue de peloton, dans la CEE, pour le pouvoir d'achat net des salariés, avec 18% de retard sur la moyenne (plus de 30% sur le Danemark, 25% sur la RFA).

La fin des restructurations ?

Deux cent soixante mille emplois auraient été créés en 1988. Mais trois embauches sur quatre ont été « *réalisées avec des contrats limités dans le temps. Les hôtels-cafés-restaurants, les garages et les services, globalement, ont été les plus gros fournisseurs de ces emplois souvent peu qualifiés, mal rémunérés, à la productivité plus faible* » (5). Néanmoins, les experts de l'OCDE ont remarqué le redressement de l'emploi industriel. Selon l'honorable professeur Rémy Prud'homme, les services semblent essoufflés et l'industrie devrait prendre le relais. « *Après tous ces dégraissages, l'industrie française doit être en forme, et tout en muscles,* explique-t-il avec toute son élégance universitaire. *En faisant de l'exercice, elle peut prendre du poids — créer des emplois — sans prendre de graisse* » (6).

En effet, les restructurations sont, pour l'essentiel, terminées. Elles ont abouti au démantèlement des bassins industriels traditionnels, notamment dans le Nord, la Lorraine et la Loire. Outre les mobiles économiques conduisant à rechercher pour les capitaux les placements les plus juteux, on peut se demander, comme le fait Gérard Noiriel, si à partir des années 60 le capitalisme n'a pas mis en œuvre une « *stratégie de développement fondée sur le contournement des forteresses ouvrières avec progressive désindustrialisation des vieux bassins d'emploi, conduisant à une marginalisation progressive de leurs ouvriers* » (7).

Des vies détruites

Dans les régions ainsi touchées, le taux du chômage est bien supérieur à la moyenne nationale, avec des conséquences dramatiques pour la population. Ainsi, à propos de la liquidation des chantiers de la NORMED, les médias ne peuvent dissimuler que « *vingt-huit pour cent de la population active de la Seyne, deuxième ville du Var, est à la recherche d'un emploi après la fermeture des chantiers, alors qu'aucune perspective ne semble offerte aux jeunes ni aux anciens. Suicides liés à un ensemble de données psychologiques et matérielles, éclatement de la cellule familiale, délinquance ou simples problèmes qui s'accumulent, rien ne va plus en effet, à la Seyne et à la Ciotat (...) où le tissu social part en lambeaux, selon les termes d'un psychiatre (...)* " C'est invraisemblable le nombre des ménages qui ont vacillé, les gens qui ont dû être internés, sans parler des amis qui se sont suicidés ", *explique un ancien des chantiers ; le dernier était âgé de 37 ans, marié et père de deux enfants, il venait de divorcer. Il pensait avoir tout perdu, dans son portefeuille, mais surtout dans sa tête, disent ses amis de la Seyne* » (8). Des situations analogues, les bassins les plus touchés, comme ceux du Nord, de Lorraine, de la Loire, en ont connu beaucoup depuis quinze ans.

Vous avez dit « droits de l'homme » ?

Les créations d'emplois, le redémarrage de l'industrie ne permettront vraisemblablement pas de faire baisser sensiblement le niveau de chômage. Comme l'explique Alain Lebaube : « *Quand bien même 180 000 emplois supplémentaires seraient-ils créés en 1989, puis presque autant les années suivantes, on ne parviendrait pas à écorner le stock de chômeurs* » (9). Selon le même journaliste, « *la création d'emplois ne peut pas logiquement absorber le volume excédentaire de nouvelles arrivées sur le marché du travail qui se présentera jusqu'en 2005 ou 2010, en raison de l'évolution positive de la population active* ». Ce qui n'empêchera pas les « lapinistes » de tout poil de rechercher les moyens de redresser la courbe de la natalité... Ajoutons que l'accroissement continu de la productivité, corollaire de la course aux profits, ne va pas dans le sens de la création d'emplois.

Le chômage et les drames qu'il engendre ne constituent pas, c'est évident, le souci majeur d'une classe dominante qui engrange des profits de plus en plus lourds. La machine économique tourne à plein et qu'importe si 2,6 millions d'individus demeurent sans emploi (dont un million sans ressources) et si trois millions d'autres n'ont que des emplois précaires.

Ainsi, alors qu'on nous rebat les oreilles avec le bicentenaire et la déclaration des droits de l'homme, des millions d'individus sont privés de ce droit élémentaire que les canuts de Lyon réclamaient, il y a 150 ans, le fusil à la main : vivre en travaillant.

Il faut bien admettre que même s'ils étaient dotés d'un cœur gros « comme ça » et de la meilleure volonté du monde, les « décideurs » politiques et économiques ne pourraient régler le problème. Il existe une contradiction irréductible entre un système fondé sur les seuls critères de rentabilité et l'organisation rationnelle de l'économie.

Le progrès technique, l'augmentation de la productivité — ce qui n'est pas un mal en soi — devraient permettre de nouvelles réductions du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail au point de vu des cadences, de l'hygiène et de la sécurité. Le but d'une économie rationnelle ne pourraît être ni la course folle à la croissance ni, il faut être clair sur ce point, la création à tout prix d'emplois, mais de satisfaire les besoins de la population dans tous les domaines et avec la participation de tous les individus. Il faut donc changer le système. Quelqu'un a-t-il une autre solution ?

Sébastien BASSON

(1) Bilan économique et social 1988 du Monde.
(2) Idem.
(3) Le Monde *du 28 février 1989.*
(4) Le Monde *du 10 janvier 1989.*
(5) Bilan économique et social 1988.
(6) Le Monde *du 24 janvier 1989.*
(7) Gérard Noiriel, Les ouvriers dans la société française (XIXe-XXe siècles), *éditions du Seuil.*
(8) Le Progrès *du 22 février 1989.*
(9) Bilan économique et social 1988.

ANTICLÉRICALISME

On nous écoute !

SAMEDI 25 février, le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste proposait une réunion publique à la Halle-aux-Toiles sur le thème de la religion. Les grands chapitres traités furent, après un bref mais utile rappel historique du fait religieux : l'athéisme, la prise en main et le contrôle par le clergé d'organisations intégrées au tissu social (syndicats, partis, associations, etc.), le tout illustré de nombreux exemples et d'une somme de références impressionnante.

Auparavant, le groupe donnait la parole à la Libre Pensée, qui s'exprimait pour son compte personnel pendant quelques minutes, servant d'introduction à l'exposé magistral de notre compagnon Marc Prévôtel qui animait cette réunion.

Eh bien, qu'on se le dise, celle-ci fut un succès ! Tant par l'intérêt suscité dans le public que par l'affluence, inattendue, de ce public.

En effet, nous avions loué une petite salle de 80 places, et nous avons dû engager « une course aux chaises » afin d'offrir un minimum de confort à une partie de l'auditoire restée debout. Pourtant, ce succès n'était pas acquis, malgré nos trois collages effectués les jours précédents... les affiches avaient disparu immédiatemment, municipales obligent... Alors, à quoi attribuer cette petite réussite ? Ce n'est certes pas « au coup à boire » auquel nous avions convié une partie de l'assistance à l'issue de ce meeting, cela afin d'inaugurer notre nouveau local...

Non, il nous semble tout d'abord que le bouche-à-oreille a fonctionné correctement : là réside, à notre avis, l'intérêt de créer autour de chaque groupe un cercle de sympathisants.

Mais surtout, ce meeting collait parfaitement à l'actualité, puisque l'affiche évoquait l'appel à la censure, les cinémas incendiés, les spectateurs agressés, etc., méfaits courants ces derniers temps des « intégristes » catholiques demandant l'interdiction du film de Scorcese ; méfaits auxquels il convient d'ajouter désormais l'appel au meurtre lancé contre S. Rushdie, dont la prose a eu l'heur de déplaire aux « intégristes » islamiques et à l'ayatollah de service.

Aussi, comme support-annonce aux prochains meetings sur la religion, que nous espérons nombreux à travers le pays, il nous faudra peut-être songer à éditer une affiche représentant « l'homme blanc » de Rome serrant la louche à « l'homme noir » de Qôm : effet(s) garanti(s) !

Nécessaires et salubres seront ces meetings où nous, anarchistes, avons pour tâche de réveiller et de diffuser la pensée rationaliste, et de créer un mouvement d'ampleur visant à prémunir et libérer l'individu du joug religieux, qui est un facteur assurant à sa façon la pérennité de l'exploitation, du capital, de l'Etat et des classes sociales, toutes choses qu'il nous faudra abattre.

Groupe de Rouen

SITUATIONISME

Un triste et véridique spectacle

ON les avait beaucoup entendu, beaucoup, beaucoup, beaucoup trop, puis moins, puis plus, ou presque plus ; quelques râles encore, de-ci de-là, trois pauvres petites ritournelles sur fond de gesticulations pathétiques et de contorsions dérisoires ; l'odeur rance d'une médiocrité besogneuse, le sinistre des flonflons d'une banalité stéréotypée.

On les disait vieillis, aigris, rabougris, racornis, ramollis ; vieux cons rabâcheurs, radoteurs, pleurnicheurs, déconnants, emmerdants, chiants, ran plan plan.

On les savait usés, désséchés, désossés, déssoudés, à bout de souffle, à bout de dire, à bout de faire, malades de leurs gerçures, de leurs félures, de leurs déchirures.

Bref, on les pensait bien bas, quasiment à l'agonie, mais de là à imaginer pareil trépas... Pensez, après avoir joué les Saint-Just de l'anti-spectacle et les Fouquier-Tinville de l'anti-marchandise, finir comme cela, à Beaubourg, dans la cage d'une vulgaire exposition (1) livrée à l'appétit de quelques rares spectateurs et marchands, et avoir les « honneurs » d'une triple page (2), dans la rubrique « culture » d'un *Libération* plus post-moderne que jamais, c'est une fin qu'on ne souhaiterait pas même à son pire ennemi (fut-il capable de tolérer un tel intolérable pour s'être toujours toléré lui-même !).

Ah, qu'il doit désormais être dur de « situationiser » après un tel voyage au bout de la nuit de l'honneur perdu !

Le cadavre d'un ennemi sent toujours bon

Signe des temps — en ces temps où le signe est roi —, c'est en toute bonne foi (et même en pensant lui rendre hommage) que le Centre Georges-Pompidou et *Libération* donnent aujourd'hui au situationisme le coup de pied de l'âne.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, « l'outrage » d'une exposition et d'un méga-papier dans la rubrique culture, toutes choses qui semblent devoir relever du clin d'œil, du pied-de-nez, voire même de l'humour, n'est rien à côté de celui consistant à réduire le situationisme à un simple mouvement artistique. Car, quel que soit le degré d'ignorance, d'analphabétisme ou même de nullité, des gens de Beaubourg et de *Libération*, on n'évacue jamais que ce qui est évacuable. Et ça, c'est dur, très dur même, pour l'incontestable dimension politique d'un mouvement comme le situationisme.

Dans ces conditions — qui sont celles de l'occultation et de l'effrondrement d'une cohérence —, on voudra bien me pardonner de marcher en dehors des clous de l'air du temps, en essayant de rendre à César ce qui est à César. Se réjouir de la mort d'un ennemi politique est une chose. S'attacher à lui voler son âme en est une autre, et seuls s'en étonneront ceux qui s'étonneront toujours de tout, pour ne s'être jamais étonnés eux-mêmes, ici, ce n'est pas le genre de la maison.

De la révolution de l'art à l'art de la révolution

A l'origine (3), c'est vrai, le situationisme a eu à voir avec l'art. L'Internationale situationiste a été, en effet, fondée en 1957 à l'issue d'une fusion du mouvement pour un Bauhaus Imaginiste, du Comité psycho-géographique de Londres et de l'Internationale lettriste, et regroupait un certain nombre d'artistes radicaux.

Cela étant, le situationisme va très vite rompre avec une problématique artistique stricto-sensu. En 1960, Debord et Canjuers publient leurs *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire* et prennent leurs distances avec la culture, qu'ils refusent de considérer comme un secteur indépendant de l'économie politique. « *La politique révolutionnaire,* écrivent-ils alors, *a donc pour contenu la totalité des problèmes de la société* ». On ne saurait être plus clair. Et, pour que cela le soit définitivement, ils n'hésitent pas à le répéter en 1964 (4) : « *Nous sommes des artistes par cela seulement que nous ne sommes plus des artistes* » ; après avoir dit, on ne peut plus nettement, en 1963 (5) : « *Les temps de l'art sont révolus... On ne peut réaliser l'art qu'en le supprimant* ».

Certes, ici et là, notamment à travers une série de réflexions et d'actions centrées sur le « détournement » ou la « dérive », le situationisme gardera la mémoire de ses origines, mais là n'est plus l'essentiel.

L'essentiel, pratiquement d'entrée de jeu, se situe au plan politique. A l'instar d'une certaine fraction de l'extrême gauche, ils se livrent en

effet à une critique en règle de la société capitaliste. Ici, ils dénoncent le règne de la marchandise en rappelant que « *Ce qui s'est appelé l'Histoire n'est que l'histoire de la marchandise et des hommes qui la produisent en se déshumanisant* » (6). Là, ils vont même encore plus loin en proclamant que « *la critique de l'économie est le préalable à toute critique moderne de la marchandise* » (7), ou que « *Le monde n'a fait que se transformer selon les lois de l'économie. Le temps est venu de le créer selon l'harmonie des plaisirs* » (8). Ailleurs, ils arpentent en tous sens les corridors glauques de l'aliénation que subissent les exploités et les opprimés et, notamment, celui de la survie. « *L'homme de la survie,* nous dit Raoul Vaneigem, *c'est l'homme émietté dans les mécanismes du pouvoir hiérarchisé, dans une combinaison d'interférences, dans un chaos de techniques oppressives qui n'attend pour s'ordonner que la patiente programmation des penseurs programmés* » (9). Ailleurs, encore, ils critiquent — hardi tiens bon ! — la société du spectacle : « *Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de spectacles. Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation* » (10).

Comme on le voit, la critique situationiste du capitalisme est du genre tous azimuths. L'économie, le politique, le social, la vie quotidienne, etc., rien n'échappe à son scalpel. Et, dans les années qui précédaient Mai 68, il s'agissait-là d'un discours rare. D'autant plus rare, qu'à cette critique du capitalisme s'ajoutait une critique des idéologies à prétentions révolutionnaires, critique portant notamment sur leur incapacité à prendre en compte la révolution de la vie.

En soi, cette critique des épiciers révolutionnaires ayant pignon sur rue, via l'affirmation du caractère central de la désaliénation dans le processus révolutionnaire, n'était pas vraiment nouvelle. Les anarchistes individualistes, déjà, s'étaient attachés à poser largement les termes de cette problématique. Mais il y avait le ton, le brio des formules, le look, dirait-on maintenant, et aujourd'hui encore on ne se lasse pas de lire et de relire ce que Raoul Vaneigem écrivait en 1968 : « *Nous ne voulons pas d'un monde où la garantie de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui... Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre* » (11).

Ajoutons à cela une férocité de tous les instants et une utilisation massive de l'insulte, et on comprendra aisément que dans l'immédiat pré-68, à une époque dominée par le PCF et De Gaulle, époque contestée par une petite poignée de militants d'extrême gauche où régnait déjà un léninisme à front bas rongé par la tristesse et le sacrifice militant, le situationisme apportait un indéniable petit rayon de soleil.

De ce fait, il suffisait d'une étincelle pour que la marmite à renversement situationiste mette le feu à la savane. Et ce fut la fameuse brochure *De la misère en milieu étudiant*, écrite en 1966 par Khayati et financée par l'AFGES (Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg), où venait d'être élu un petit groupe familier des thèses de l'Internationale situationiste. Et ce fut Mai 68, où, sur les murs et dans les tracts, les affiches et les cœurs, fleurirent la rage et la poésie situationistes.

Bouffée d'air pur et chantre de la fête révolutionnaire, en ces temps de grisaille, le situationisme n'allait cependant pas tarder à se fâner très vite.

Deux crocodiles dans le même marigot

Au plan théorique, en effet, le situationisme manquait pour le moins de clarté. La référence au prolétariat demeurait vague et proche de la mythification (« *Il porte la révolution qui ne peut rien laisser à l'extérieur d'elle-même...* » [12]) ; la définition de la révolution se limitait à l'invocation de magiques conseils ouvriers (« *Dans le pouvoir des conseils, qui doit supplanter internationalement tout autre pouvoir, le mouvement prolétarien est son propre produit, et ce produit est le producteur lui-même...* » [13]) ; l'absence de projet sociétaire et social était criante ; et la conception de l'organisation révolutionnaire était toute à la fois mégalomaniaque, surréaliste et indigente (« *L'Internationale situationiste n'a pas seulement vu venir la subversion prolétarienne moderne ; elle est venue avec elle...* » [14], « *La fonction de l'Internationale situationiste est une fonction axiale : être partout comme un axe que l'agitation populaire fait tourner et qui propage à son tour, en le multipliant, le mouvement initialement reçu...* » [15]).

Avec un tel manque de consistance, l'issue ne faisait aucun doute, et très vite les querelles de personnes, les exclusions et la haine décimèrent l'idole d'un printemps trop bref. En 1969, Mustapha Khayati démissionnait... pour rejoindre le Front populaire démocratique de libération de la Palestine, au sein duquel il croyait discerner une fraction prolétarienne révolutionnaire. En 1970, Vaneigem prenait la porte à son tour, ce qui nous permettait d'apprendre dans le communiqué vengeur de l'Internationale situationiste qui s'en suivit que, le 15 mai 1968, après avoir contre-signé une déclaration appelant à la révolution généralisée, M. Vaneigem s'en alla dans l'après-midi prendre son train pour rejoindre le lieu de ses vacances en Méditerranée, arrêtées de longue date. C'était le début de la fin. Celui d'une série de textes tous plus nuls et indigents les uns que les autres. Au point qu'un avril 1976, *Libération* en arrivait à écrire : « *Après le sinistre* Petit procès de la récupération *commis par Faime Semprun,* Les hommes se droguent, l'Etat se renforce *édité chez Champ Libre vient renforcer la grosse évidence que tout un chacun peut constater : nos situs modernes sont devenus les nouveaux moralistes, doctes et vertueux, de notre époque* ».

Dur ! Très dur, pour un Debord resté seul maître à bord d'un navire faisant eau de toute part.

Situationisme et anarchisme

A l'époque de sa prospérité, les anarchistes ne se privèrent pas de dénoncer le situationisme. Ici et là, en Italie et en France en particulier, on l'accusait d'être une officine du marxisme et de vouloir saboter les organisations anarchistes, voire même de s'en emparer.

Avec le recul du temps, on peut aujourd'hui affirmer que l'ignorance et la paranoïa présidèrent largement à tout cela.

Certes, le méli-mélo théorique du situationisme a parfois certains relents qui peuvent induire en erreur un lecteur peu attentif, mais de là à le cataloguer de marxiste il y a une marge.

Certes, également, dans le mouvement anarchiste, un certain nombre d'individus et de groupes, se réclamant plus ou moins vaguement du situationisme, semèrent une pagaille certaine, mais de là à y voir la main de l'Internationale situationiste, il y a un pas que personnellement je ne franchis pas.

En fait, le situationisme est apparu sur la scène de l'histoire à une époque où le mouvement anarchiste connaissait un certain désarroi, aussi bien au plan théorique qu'organisationnel.

Dans ces conditions, il constituait le bouc-émissaire idéal. Aujourd'hui que le situationisme est mort et enterré à Beaubourg, et que l'anarchisme redresse la tête, il apparaît clairement que l'on s'est fait une frayeur pour pas grand-chose.

Espérons que la leçon portera, et qu'à l'avenir nous choisirons de nous donner les moyens de notre rénovation, sans perdre un temps qui a la beauté rare de l'éphémère à essayer de dégonfler des baudruches.

J.-M. R.

(1) Exposition sur le situationisme, par Peter Wollen et Mark Francis.

(2) Libération *du 24 février 1989.*

(3) Cf. le chapitre « Les origines de l'Internationale situationiste » *dans* La situationisme ou la nouvelle internationale, *par Eliane Brau, éd. Debresse.*

*(4) In la revue l'*Internationale situationiste *n° 9, d'août 1964.*

(5) Réponses de Martin, Strijbosch, Vienet et Vaneigem au nom de l'Internationale situationiste à un questionnaire, lors d'une exposition organisée par le Centre d'art socio-expérimental, en décembre 1963.

(6) Raoul Vaneigem : Le mouvement du libre-esprit, *éd. Ramsay.*

(7) Jean-Pierre Voyer : Rapport sur l'état des illusions dans notre parti, suivi de révélations sur le principe du monde, *éd. Institut de préhistoire contemporaine.*

(8) Le mouvement du libre-esprit, *op. cit.*

(9) Raoul Vaneigem : Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, *éd. Gallimard.*

(10) La véritable scission dans l'Internationale : circulaire publique de l'Internationale situationiste, *éd. Champ Libre.*

(11) Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, *op. cit.*

(12) La société du spectacle, *op. cit.*

(13) Idem.

(14) La véritable scission dans l'Internationale : circulaire publique de l'Internationale situationiste, *op. cit.*

(15) Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, *op. cit.*

N°743 JEUDI 16 MARS 1989

SALVADOR

La paix impossible...

LES élections présidentielles sont de nouveau à l'ordre du jour à El Salvador. Il y a quelques années, le FMLN a jeté le trouble en proposant d'y participer sous condition de les reporter en septembre. Néanmoins, cette querelle de date ne doit pas cacher une chose : N. Duarte laissera derrière lui un pays délabré par la guerre civile.

Les forces en présence

Les prochains mois confirmeront sans nul doute l'effondrement de la Démocratie chrétienne. La maladie du président N. Duarte, les rivalités internes (1) et l'incapacité flagrante du parti à diriger le pays ont contribué chacune à leur façon à l'entraîner vers sa chute.

L'extrême droite, quant à elle, est la favorite de ces élections. Ayant étendu son influence dans tout le pays, elle est désormais la première force légale détenant la majorité des

Guillermo Ungo, président du FDR, et Ruben Zamora, membre du FDR.

sièges à l'Assemblée législative, de nombreux conseils municipaux, contrôlant la Cour suprême, une partie de la presse... Et, est-il nécessaire de le mentionner, elle entretient d'excellents rapports avec la hiérarchie militaire ?

Pour Guillermo Ungo, Alfredo Cristani, candidat de l'Alliance républicaine nationaliste, « *est le visage présentable de l'extrême droite : 39 ans, diplômé de l'université américaine de Georgetown, sérieux, posé, présentant bien. Ce n'en est pas moins le représentant de l'oligarchie agro-exportatrice de El Salvador, en sa qualité de membre de l'une des plus grandes familles du pays. Et derrière lui, celui qui tire les ficelles, c'est toujours le major d'Aubuisson, populiste et charismatique si l'on veut, mais fanatique, brutal : un homme de l'époque des cavernes* ». L'image modérée que tente de se donner cette formation ne doit pas faire oublier sa véritable nature.

En clamant « *De l'ordre ! Ce pays a besoin d'ordre. Il faut en finir avec le libertinage, avec l'anarchie, avec le populisme démocrate-chrétien qui n'est qu'un déguisement du marxisme* », l'ex-colonel S. Ochoa, député ARENA et vice-président de l'Assemblée, a clairement résumé le programme de son parti.

Le retour sur scène du centre-gauche, à la faveur de ces élections, est un fait sans précédent pour ces dernières années. La « Convergence démocratique », composée de deux partis du Front démocratique révolutionnaire (3) et du parti Social-démocrate, bénéficie ainsi du très relatif espace politique concédé par le pouvoir.

D'après G. Ungo, « *Les Etats-Unis et leurs relais à El Salvador, démocrates-chrétiens et militaires, voient volontiers la gauche comme un de ces arbres que les Japonais appellent " bonzaï " : un ornement d'autant plus joli qu'il est petit ; et afin qu'il ne grandise pas, on ne doit pas hésiter à lui couper une branche de temps à autre* ». « *Nous n'acceptons pas ce traitement. Nous avons donc décidé de participer au scrutin présidentiel du 19 mars 1989, non pas parce que nous y voyons une solution à la guerre qui ensanglante le pays, mais pour gagner du poids. Nous croyons que nous devons être sur le terrain, même si l'arbitre est contre nous* » (4).

Propositions de la guérilla

Le 24 janvier, le FMLN créait la surprise en proposant sa participation au scrutin sous certaines conditions :

- report de la consultation du 19 mars au 15 septembre 1988 ;
- droit de vote aux centaines de milliers d'exilés ;
- arrêt de la répression des grèves et manifestations ;
- retrait de l'armée dans les casernes le jour du scrutin ;
- neutralité des Etats-Unis.

La guérilla s'engagerait, dans ce cas, à :

- respecter l'activité politique de tous les partis ;
- arrêter sa campagne contre les maires, si ceux-ci rompent avec la stratégie anti-insurrectionnelle ;
- décréter une trêve à l'occasion de la consultation ;
- appeler à voter pour la Convergence démocratique ;
- respecter la légitimité du vote.

D'après les propres termes du FMLN, cette offre représente ses « *ultimes efforts pour arrêter l'explosion sociale* ». Après avoir multiplié ses actions depuis septembre 1988, la guérilla est donc prête à jouer le jeu électoral. N'a-t-elle pas réussi à entraîner le peuple, ou ce regain de tension devait-il seulement contraindre le gouvernement à accepter de telles propositions ? Ces explications ont tout de même de quoi surprendre ! En effet, d'après de nombreuses déclarations de la gauche insurgée, le pays serait en situation pré-insurrectionnelle.

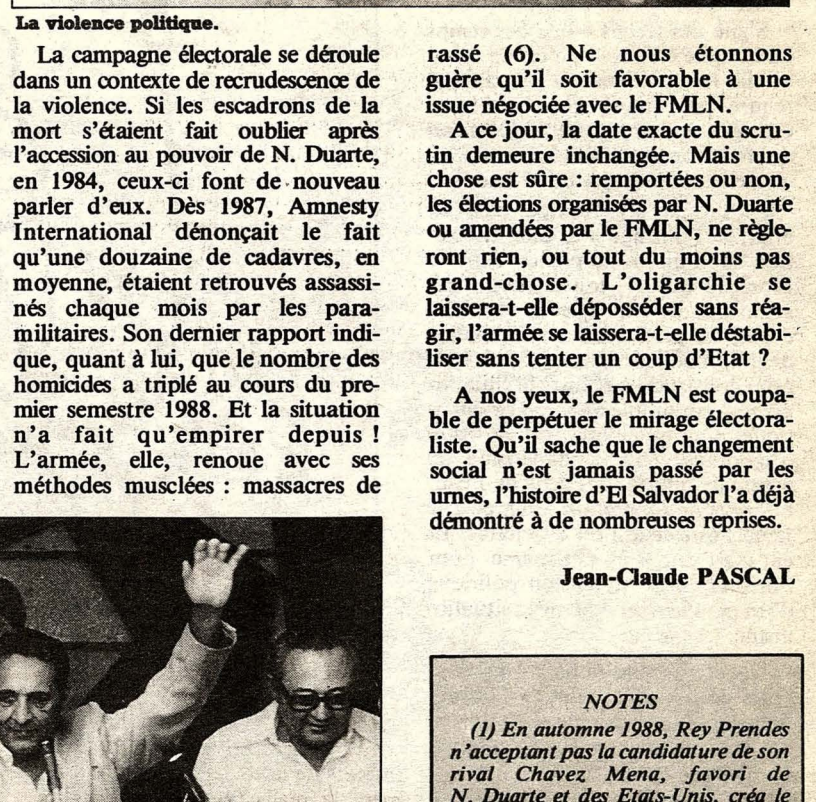
Le 24 janvier, Venancio Salvatierra, commandant du FMLN, déclarait : « *El Salvador est au bord d'une explosion sociale généralisée, et le FMLN prétend l'éviter, non pas parce que nous ne voulons pas continuer le combat, mais parce que nous essayons d'en diminuer le coût social et matériel. Nous souhaitons démontrer qu'il y a d'autres voies qui mènent au triomphe du peuple et au changement social (...) nous soutiendrons et appellerons à voter pour la Convergence démocratique et leur programme. Nous nous engageons à respecter et à accepter le gouvernement qui sera élu. Nous négocierons avec ce gouvernement un cessez-le-feu. Nous reconnaîtrons le nouveau gouvernement quel que soit celui qui l'emporte, même si c'est le parti de l'extrême droite : l'Alliance républicaine nationaliste* » (5).

Dans un premier temps, N. Duarte rejetra catégoriquement une telle posibilité. « *La guérilla doit déposer les armes et s'intégrer dans le processus démocratique si elle veut négocier* », annonça-t-il dès le 25 janvier. Néanmoins, il adopta un ton plus neutre par la suite, après avoir pris connaissance de la position nord-américaine. Pour la Maison Blanche, « *une telle proposition mériterait d'être étudiée sérieusement* », le *Washington Post* la qualifiait même de « *chance exceptionnelle* ». Accueillie favorablement par une partie du Congrès, cette solution serait une issue favorable à l'enlisement des Etats-Unis dans ce pays. Reste la position des militaires. Le 13 février, le ministre de la Défense menaçait : « *Si le président José Napoléon Duarte reste un jour de plus en place, les Forces armées auront l'obligation de le déposer* ».

« En finir une fois pour toutes ! »

Les revers de la stratégie militaire américaine ont occasionné de sérieux remous au sein de l'institution militaire salvadorienne. L'ex-colonel S. Ochoa déclarait : « *Nous devons mettre fin à la guerre, c'est-à-dire la gagner. Si la négociation échoue, nous réussirons par les armes. Je peux vous dire une chose : pour nous, la guerre de " basse intensité ", c'est fini. Nous allons faire une guerre de très haute intensité. Les Américains ne seront pas d'accord ? Je m'en moque. Nous ne serons pas, comme les démocrates-chrétiens, les marionnettes des Américains* ».

La nomination, le 2 novembre 1988, du colonel Emilio Ponce au poste de chef d'état-major concrétisa ce durcissement de l'armée. L'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador ne manqua pas d'exprimer ses craintes en ces termes : « *Une erreur grave consisterait à chercher, par impatience, à intensifier la guerre et à revenir à une conduite répressive et brutale, celle des années 1980, quand de telles actions créaient plus de guérilleros qu'elles permettaient d'en éliminer* ».



La violence politique.

La campagne électorale se déroule dans un contexte de recrudescence de la violence. Si les escadrons de la mort s'étaient fait oublier après l'accession au pouvoir de N. Duarte, en 1984, ceux-ci font de nouveau parler d'eux. Dès 1987, Amnesty International dénonçait le fait qu'une douzaine de cadavres, en moyenne, étaient retrouvés assassinés chaque mois par les paramilitaires. Son dernier rapport indique, quant à lui, que le nombre des homicides a triplé au cours du premier semestre 1988. Et la situation n'a fait qu'empirer depuis ! L'armée, elle, renoue avec ses méthodes musclées : massacres de paysans, répression brutale de manifestations... tandis que les arrestations et les attentats visant les locaux syndicaux ou d'organisations d'opposition se multiplient.

Napoléon Duarte.

La puissance de l'extrême droite, l'effondrement de la Démocratie chrétienne, la dégradation de la conjoncture sont autant d'échecs cinglants pour la stratégie nord-américaine. Sur la plan militaire, « la guerre de basse intensité », prônée et appliquée par les conseillers des Etats-Unis, a prouvé l'incapacité de l'armée d'en finir avec la guérilla. Politiquement, la voie modérée souhaitée et soutenue par la Maison Blanche a mené à une impasse. Washington se retrouve donc aujourd'hui bien embarrassé (6). Ne nous étonnons guère qu'il soit favorable à une issue négociée avec le FMLN.

A ce jour, la date exacte du scrutin demeure inchangée. Mais une chose est sûre : remportées ou non, les élections organisées par N. Duarte ou amendées par le FMLN, ne règleront rien, ou tout du moins pas grand-chose. L'oligarchie se laissera-t-elle déposséder sans réagir, l'armée se laissera-t-elle déstabiliser sans tenter un coup d'Etat ?

A nos yeux, le FMLN est coupable de perpétuer le mirage électoraliste. Qu'il sache que le changement social n'est jamais passé par les urnes, l'histoire d'El Salvador l'a déjà démontré à de nombreuses reprises.

Jean-Claude PASCAL

NOTES

(1) En automne 1988, Rey Prendes n'acceptant pas la candidature de son rival Chavez Mena, favori de N. Duarte et des Etats-Unis, créa le Mouvement authentique chrétien, entraînant avec lui 16 députés de la Démocratie chrétienne.

(2) Nommé ministre à la suite du coup d'Etat d'octobre 1979, il démissionna de son poste et de la Démocratie chrétienne dès janvier 1980. Actuellement, il est responsable du MNR (de tendance social-démocrate), affilié à l'Internationale socialiste, et président du FDR.

(3) Mouvement nationaliste révolutionnaire et Mouvement populaire social chrétien.

(4) Le 7 décembre 1988.

(5) Le 27 octobre dernier, le commandant Joaquim Villalobos déclarait : « La crise à El Salvador s'oriente vers une explosion sociale d'une ampleur bien supérieure à ce qu'elle aurait pu être au début de la guerre ».

(6) Rappelons que depuis 1980, l'aide militaire et économique américaine s'élève respectivement à 800 et 2 600 millions de dollars.

N°743 JEUDI 16 MARS 1989

POLOGNE

Interview de militants de Solidarité

Vous trouverez, ci-dessous, l'interview, par nos amis de RSA, de divers adhérents de Solidarnosc. Ceux-ci se situent, plus précisément, dans l'opposition syndicale rejetant Walesa et « son parti dictatorial ». La composition de cette opposition, ni favorable au parti communiste ni walésienne, reste encore à cerner ; nous espérons pouvoir en dire plus lors d'informations futures que nous transmettront les compagnons anarchistes polonais.

L'interview ci-dessous est intéressante par le fait qu'elle donne une description et une analyse assez détaillées, à priori, de la situation de l'opposition syndicale, et qu'elle fait apparaître clairement les divergences au sein de ce que les médias occidentaux font souvent apparaître comme une opposition unie autour de son idôle Walesa, contre la « bête immonde communiste ». Ils « oublient » de signaler que des « bêtes immondes » existent aussi à l'intérieur de cette opposition, n'est-ce pas votre sainteté ? A suivre.

Relations internationales

— **RSA :** *Quelle est votre analyse de la situation actuelle en Pologne ? On parle beaucoup de changements, comment se présentent-ils en réalité ?*

— **Andrzej Gwiazda :** Nous sommes, en ce moment, témoins d'un processus intéressant : à savoir qu'au sein de l'opposition, jusque-là perçue comme une sorte d'entité indivisible, commencent très nettement à se former des scissions, et que les différentes ailes de l'opposition sont contraintes de souligner ces scissions. Or, pour la société, qui s'était habituée et attachée à cette image monolithique de l'opposition, la scission (la division ouverte de celle-ci) constitue un choc.

Lech Walesa s'adressant aux ouvriers en grève le 24 août 1988, à Gdansk.

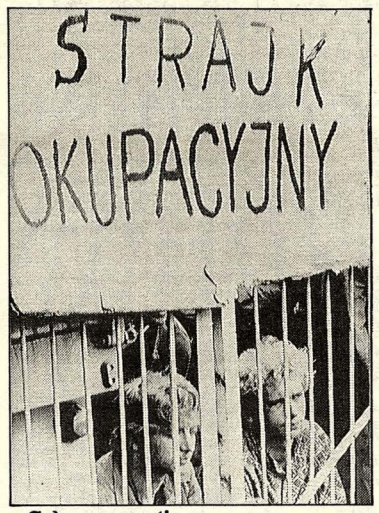
Ô surprise, c'est également un choc pour les gens de l'Ouest, mais ce choc a probablement été produit par quelque chose d'absolument différent, c'est-à-dire par la censure. Pendant sept ans, n'ont été présentées que les positions d'un seul groupe politique, alors que toutes les autres positions et opinions ont été soigneusement passées sous silence, ignorées. En ce moment, dans une fraction de l'opposition et dans ce que l'on appelle l'aile réformatrice du parti, se forme un nouveau groupe, disons centriste, qui s'efforce de concilier ses intérêts mutuels, qui s'efforce de s'entendre, de co-gouverner. Bien entendu, cela ne se fait pas gratuitement, les communistes ne cèdent pas ainsi, ils ne font pas cette concession gratuitement.

Le système communiste, non seulement en Pologne, mais aussi dans tout le bloc communiste, vit une profonde crise technologique et économique. Il s'est tout simplement avéré que l'économie communiste, organisée selon les principes communistes, était incapable de remplir et de satisfaire les exigences financières du système, exigences liées au maintien et à l'expansion du système. C'est-à-dire que les maîtres du système communiste ont en ce moment besoin de beaucoup d'argent, et qu'ils ne peuvent absolument pas renoncer à cet argent, car cela signifierait la fin du système. Confrontés à ces difficultés économiques et idéologiques, ils ont pris la décision de céder à l'opposition une part de leurs droits jusque-là réservés, d'élargir une certaine marge de liberté, en échange de l'acceptation et de la garantie par l'opposition de leurs intérêts économiques propres.

Cette situation fait que les intérêts de l'opposition dite « constructive » ont très nettement divergé des intérêts de la société, puisque justement la réalisation des intérêts de ces groupes politiques restreints de l'opposition constructive entre, en ce moment, en contradiction avec les intérêts sociaux ; leur réalisation se fera au prix des intérêts sociaux. Autrement dit, ces groupes doivent prendre auprès des communistes l'engagement d'assurer la sécurité des intérêts du régime, de remplacer l'actuelle propagande communiste que les gens ont cessé d'écouter et à laquelle ils ont cessé de croire, par une propagande d'opposition qui dissuadera la société de défendre ses propres intérêts, qui la dissuadera de se révolter et d'agir résolument pour la défense de son niveau de vie.

— **RSA :** *Quelle est la situation de Solidarnosc dans ce contexte ? Sommes-nous parvenus à une scission et, si oui, pourquoi ?*

— **A. G. :** Par principe, statutairement, Solidarnosc rassemblait les gens sans discrimination de confession, de conviction ou d'opinion politique, ni même d'appartenance au parti. Chacun pouvait adhérer à Solidarnosc, indépendamment de ses opinions politiques, si bien qu'au sein de Solidarnosc se sont retrouvés des gens aux opinions politiques les plus diverses.



« Grève-occupation ».

Or, après l'instauration de l'état de guerre, l'un de ces groupes politiques a pris l'orientation de l'entente et du co-gouvernement avec les communistes. Comme je l'ai dit précédemment, le prix de cette entente ne pouvait être que la garantie par ce groupe des intérêts économiques du système et, par conséquent, ce groupe est passé de facto sur des positions antisyndicales. Evidemment, chacun est libre d'avoir ses positions politiques, on ne saurait en faire grief à personne, mais on ne peut que formuler cet unique reproche : ce groupe n'en a pas informé les membres du syndicat, qui étaient toujours persuadés que c'était un groupe syndicaliste, qui n'avait suspendu temporairement la lutte pour ses intérêts que par considérations tactiques, pour la reprendre en un temps ultérieur, adéquat, choisi, bien plus efficacement.

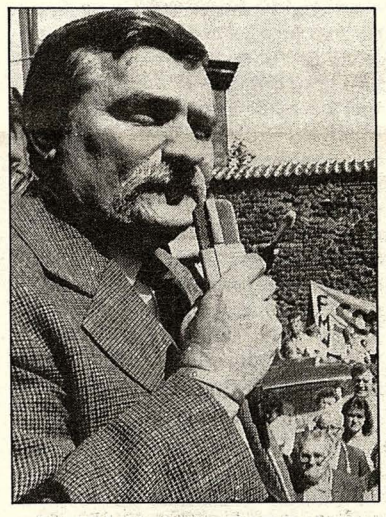
Après huit ans, il s'est avéré que ce groupe n'avait aucunement de telles intentions. Cette longue période où, bien que se proclamant direction du syndicat, ce groupe n'a pas pris position dans la défense des intérêts sociaux, des intérêts des travailleurs, provoque maintenant cette frustration.

— **RSA :** *Vous êtes l'un des membres, l'un des participants au groupe de travail de la commission nationale de Solidarnosc (KKS : Komisja Krajowa Solidarności). Quelle est votre rapport à ce que fait le groupe de Walesa, à l'entente avec le pouvoir, et quelles sont vos propositions d'action pour ceux qui traitent le syndicat comme vous, et différemment de Walesa ?*

— **A. G. :** Le groupe de travail de la KKS n'est pas un groupe intégré sur la base d'une communauté d'opinions politiques, il y a des gens aux opinions diverses, je crois qu'une partie significative se reconnaît dans des positions proches de la démocratie chrétienne, d'autres ont d'autres positions. Officiellement, le seul point commun, la seule liaison entre les membres du groupe de travail, est la tendance à rendre son identité au syndicat, à renouer avec la démocratie en son sein. A nos yeux, le plus simple des moyens pour cela est la convocation des instances statutaires, c'est-à-dire des seules instances du syndicat.

Les statuts ne mentionnent, comme uniques instances du syndicat, que le congrès national des délégués, la commission nationale et la commission nationale de révision. Ni le praesidium ni le président de la commission nationale (Lech Walesa, NDT) ne sont des autorités dans le syndicat, ni ne peuvent s'exprimer en son nom ; le porte-parole comme le président ne peuvent le faire que sur la base de résolutions de la commission nationale.

Dans sa diversité d'opinions, Solidarnosc était unifié par un fonctionnement démocratique. Nous étions conscients d'être une organisation multiple, ce qui bien sûr devait entraîner d'immenses divergences de points de vues, tant dans les assemblées que dans les réunions de Solidarnosc. Au niveau des entreprises, comme au niveau de la commission nationale, se déroulaient des conflits souvent violents, mais qui étaient cependant tranchés par voie de vote. La décision en faveur de laquelle s'était prononcée la majorité devenait la position officielle du syndicat, avec laquelle chaque membre des instances, et chaque membre du syndicat, pouvait ne pas être d'accord, mais qu'ils étaient obligés d'appliquer. Du moment que le quitus n'est pas atteint, que les instances du syndicat ne se réunissent pas, chaque membre du syndicat, et en particulier chaque membre de ses instances, est en devoir — dans la mesure de ses possibilités — d'exposer ses positions aux membres directement, par contre il n'a aucun moyen de concerter ni de persuader en faveur de quelles options se prononcerait la majorité des membres des instances, ou la majorité des membres du syndicat. Ainsi, chaque prise de position a une légitimité égale, bien qu'aucune ne soit une position de NSZZ Solidarnosc.



— **RSA :** *Quelle position dans ce cas prendriez-vous quant aux explications de Lech Walesa, qui ne procède pas en ce moment à des élections syndicales, car il craint que les communistes ne puissent introduire leurs gens dans la composition de la commission nationale, en remplacement de cette partie de gens qui n'ont pas fait leurs preuves dans l'action, qui se sont enfuis à l'étranger, se sont avérés être des agents, etc. Walesa a présenté cette explication lors de l'une de ses récentes conférences de presse.*

« Pas de liberté sans solidarité ».

— **A. G. :** Là, moi, je ne peux que poser la question suivante à Walesa : pourquoi n'écoute-t-il que l'avis des gens qui partagent ses opinions, alors que non seulement il n'admet pas l'élaboration de positions communes des gens qui ont fait la preuve qu'ils n'étaient pas des flics ; mais encore, qu'il bloque la diffusion de leurs idées parmi les membres du syndicat ? Ainsi, à l'automne de l'année dernière, Walesa a-t-il envoyé une circulaire pour interdire toute prise de parole publique aux membres du groupe de travail.

— **RSA :** *Quelle position prendrait le groupe de travail de la commission nationale vis-à-vis de ce Solidarnosc que Walesa va éventuellement faire enregister au prix d'importantes concessions ; c'est-à-dire, si Walesa, disons, se vend, comment le groupe de travail perçoit-il cette situation, quelles actions entend-t-il entreprendre ?*

— **A. G. :** Il m'est difficile de parler au nom du groupe de travail, tant que cette position n'aura pas été votée, je ne peux que faire des pronostics.

— **RSA :** *Mais selon vous ?*

— **A. G. :** Moi, je considère que ce que Walesa a l'intention de faire enregistrer ne sera pas Solidarnosc. Cela, non seulement à cause des limites dans ce que les communistes peuvent accepter, mais surtout d'après ce que Walesa a lui-même déclaré ne serait-ce que lors du débat télévisé avec Miodowicz (président des syndicats officiels OPZZ, NDT), où il a dit que se serait une toute autre Solidarnosc, que des gens tout à fait différents y adhéreraient, ce qui d'ailleurs entre en contradiction avec l'explication selon laquelle il craindrait que le pouvoir ne puisse placer ses agents dans le syndicat. C'était une déclaration faite en public. Il a également déclaré que nous retrousserions nos manches, ce qui ne peut que signifier l'acceptation d'une augmentation des cadences ou du temps de travail, et il a déclaré que nous étions prêts à des renoncements, ce qui implique d'accepter une poursuite de la chute du niveau de vie, c'est-à-dire des hausses des prix.

— **Joanna Duda-Gwiazda :** C'est-à-dire qu'un syndicat qui se constituerait avec de pareilles limitations ne serait plus un syndicat, car un syndicat diffère en cela des autres organisations que le plus simplement du monde il défend les intérêts économiques des travailleurs.

N°743 JEUDI 16 MARS 1989

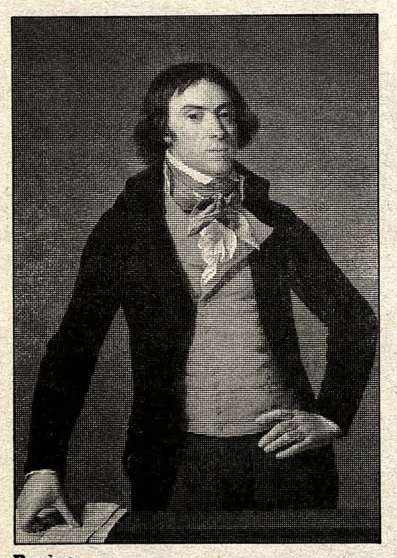
MICHEL RAGON

« Révolution et génocide »

EN 1980, dans la première version de *L'Accent de ma mère*, je prononçais les mots « *holocauste vendéen* » et « *génocide vendéen gommé par l'histoire* ». La rapide nomenclature des destructions systématiques de la Vendée, en 1794, causa un assez vif effet de surprise. Le génocide vendéen avait bien été, en effet, oublié. Mais c'est seulement à partir du moment où un jeune enseignant vendéen, Reynald Secher, soutint à la Sorbonne une thèse intitulée : *Contribution à l'étude du génocide franco-français, la Vendée-Vengée* (sic), le 21 septembre 1985, que l'université, traditionnellement « de gauche », comme on dit, commença à s'émouvoir. Dans sa préface à la thèse de Reynald Secher, publiée aux PUF, Pierre Chaunu ne soulignait-il pas : « *La Vendée est un lieu trahi de la mémoire de la France... la page honteuse du premier génocide idéologique* ». Et, pour donner sans doute encore plus de portée médiatique à son réquisitoire, il ajoutait, dans des propos à la presse : « *L'imagination sadique des colonnes de Turreau égale SS, goulags et Khmers rouges* ». Enfin, se laissant déborder par son indignation, il précisait qu'il ne manquait pas de cracher à chaque fois qu'il passait devant le lycée Carnot. Ce crachat lui sera fort reproché. Comme Pierre Chaunu lançait ses anathèmes contre la Convention dans *Le Figaro*, la presse dite de gauche suspecta aussitôt la droite de lancer une campagne contre les saints fondateurs de la République à l'approche des cérémonies de canonisation du deux centième anniversaire. Une fois de plus, la Vendée servait de prétexte aux enjeux politiques.

Un « génocide » ?

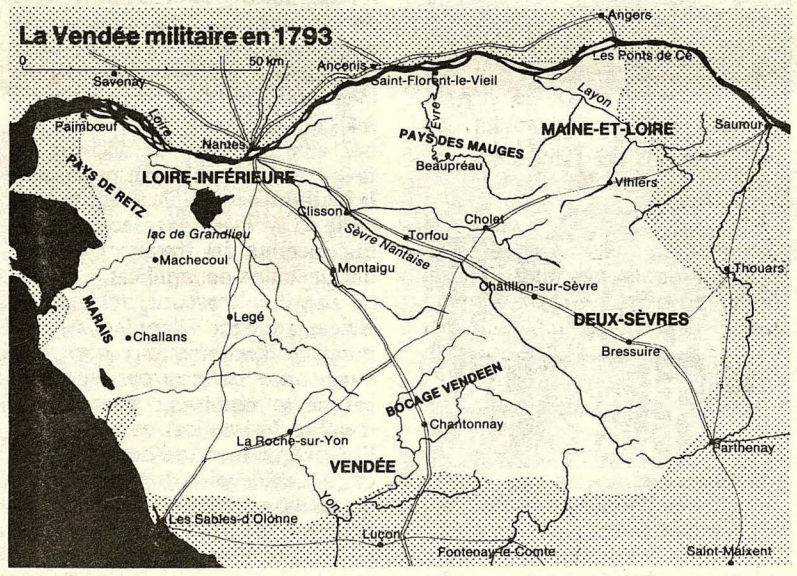
S'il est difficile aujourd'hui de réfuter le massacre délibéré des Vendéens pendant la Terreur, par contre une contre-campagne fut lancée dans l'université et les médias pour rejeter le terme de génocide, considéré comme inadéquat. Il ne pouvait pas y avoir génocide, disaient ces belles âmes, puisque les Vendéens ne constituent pas une ethnie différente dans la francité. Il y a bien eu massacre, d'accord, mais entre Français. Et, pour reprendre le titre provoquant de Reynard Secher, ils ajoutaient : un génocide franco-français est un terme impropre. Pol Pot employait exactement le même argument pour écarter l'accusation internationale d'un génocide entre Khmers.



Barère.

Or, c'est l'Assemblée générale de l'ONU qui, le 9 décembre 1948, donna au mot génocide l'extension que nous lui prêtons : « *extermination systématique d'un groupe humain, national, ethnique, racial ou religieux* ». Selon la définition de l'ONU, toute entreprise de liquider systématiquement un « groupe humain », relève donc du terme génocide. Notons aussi que le génocide peut être la liquidation d'un groupe religieux. L'entreprise d'extermination totale de la Vendée, en 1794, est donc bien un crime de génocide, tel que le définit l'ONU.

Je n'ai jamais compris pour quelles raisons les mêmes personnes qui s'indignent, à juste titre, du massacre des Albigeois et des persécutions



contre les protestants camisards, cherchent des excuses au génocide de la Vendée catholique. Je n'ai jamais compris pourquoi Robespierre, Carnot et Barère sont disculpés à propos du génocide de la Vendée, toute la responsabilité des horreurs étant attribuée à Carrier et à Turreau, alors que ceux-ci ne firent qu'exécuter les ordres de la Convention. Le tribunal de Nuremberg ne condamna pas seulement les hommes de main nazis, mais pendit les dignitaires du Troisième Reich qui ne s'étaient pas immolés eux-mêmes. Nos historiens pour qui, pourtant, la Révolution « *ne peut être prise qu'en bloc* », ont tendance à absoudre ceux qui décrètent, qui ordonnent, et à condamner ceux qui exécutent. En réalité, les premiers, bourreaux aux mains propres, sont des monstres pires que les seconds.

En août 1793, la Convention adopta le principe de la destruction totale de la Vendée. Non seulement l'exécution immédiate de tous les prisonniers, mais le massacre des femmes et des enfants, la destruction des moissons, l'incendie des bois, des hameaux, des villages, la réquisition de toutes les récoltes et de tous les bestiaux. Francastel, représentant de la République, annonce « *l'intention immuable de purger, de saigner à blanc la génération vendéenne* ». Il écrit au général Grignon : « *Tu feras trembler les brigands, auxquels il ne faut faire aucun quartier... Il faut achever la transformation de ce pays en désert... Je le jure, la Vendée sera dépeuplée.* »

Le lyrisme lugubre de Barère à la tribune de la Convention, le 1er août 1793, ne laisse pas de place à l'équivoque : « *Détruisez la Vendée, et Valenciennes ne sera plus au pouvoir des Autrichiens. Détruisez la Vendée, et le Rhin sera délivré des Prussiens. Détruisez la Vendée, et l'Anglais ne s'occupera plus de Dunkerque. Détruisez la Vendée, et l'Espagne sera morcelée et conquise par les méridionaux. Détruisez la Vendée, et une partie de l'Armée de l'intérieur ira renforcer l'Armée du Nord. Détruisez la Vendée, et Toulon s'insurgera contre les Espagnols et les Anglais. Lyon ne résistera plus, et Marseille se relèvera à la hauteur de la Révolution... La Vendée et encore la Vendée, voilà le chancre qui dévore le cœur de la République. C'est là qu'il faut frapper* ».

Comme on le voit, la Vendée fut pour la Convention ce que le juif fut pour les nazis : le bouc émissaire chargé de tous les crimes. Dans les deux cas, il s'agissait de détourner la colère du peuple sur des victimes innocentes. Comme on le sait, il est toujours plus facile de châtier un innocent qu'un coupable.

Les preuves du génocide de la Vendée, c'est-à-dire de la tentative d'élimination totale de la population d'une région, décidée par les plus hautes autorités de l'Etat, sont d'autant plus abondantes que, contrairement aux nazis hypocrites qui camouflaient leurs méfaits, les généraux et commissaires politiques de 1793 et 1794 se glorifaient, au contraire, de leurs abominations.

Les Colonnes infernales

« *La Vendée doit être un cimetière national* », s'exclame Turreau, général en chef des Colonnes infernales. Et l'un de ses subordonnés, le général Grignon, chef de la Première Colonne, lance à ses soldats : « *Je vous donne l'ordre de livrer aux flammes tout ce qui est susceptible d'être brûlé et de passer au fil de la baïonnette tout ce que vous rencontrerez d'habitants sur votre passage. Je sais qu'il peut y avoir quelques patriotes dans ce pays ; c'est égal, nous devons tout sacrifier.* »

Et c'est bien là où le génocide s'affirme dans toute son horreur. Pour les nazis, il n'existait pas de « bons juifs », tous devaient être exterminés. De même, la Convention, qui connaissait pourtant la réalité d'une Vendée républicaine, considérait qu'il serait trop long de trier le bon grain de l'ivraie et qu'il valait mieux tout détruire.

Les douze colonnes de Turreau brûlent six cents bourgs et villages, des milliers de fermes isolées, les moulins à vent, les fours à pain, les barques de pêche. Les maires républicains qui accourent au devant des troupes, avec leur écharpe tricolore, ne sont pas épargnés. Les hussards rapportent des chapelets d'oreilles qu'ils s'amusent à faire rôtir sur des grils. Avant d'égorger la population de Saint-Paul-en-Pareds, les soldats la font danser. Comme des Vendéens « patriotes » écrivent à Carrier de ne pas enlever tous les grains, qu'il expédie à Nantes, il répond : « *Un département dont tous les habitants doivent être fusillés n'a pas besoin de subsistances* ».

« Brigands vendéens voulant abattre l'arbre de la liberté ».

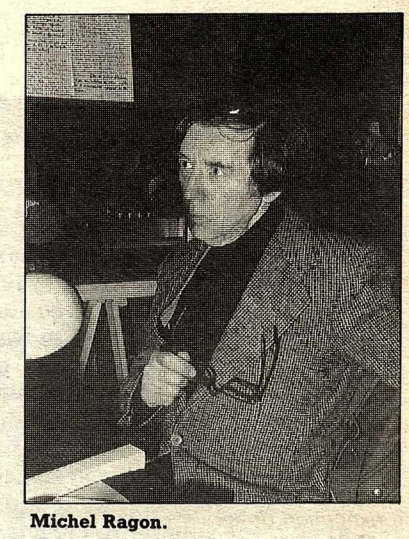
Dans le village de Luc-sur-Boulogne, le général Cordelier fait déployer ses soldats en éventail, ratisse les environs et rabat la population sur la place de l'église. Comme le curé s'avance pour protéger ses paroissiens, on lui arrache la langue, puis le cœur et on le coupe en morceaux. Les cinq cent soixante-quatre personnes du village, dont cent quarante-sept enfants, sont ensuite massacrés dans l'église qui, elle-même, est abattue à coups de canon.

Langues arrachées, oreilles coupées, yeux crevés, doigts sectionnés, femmes violées, mais aussi cadavres écorchés pour confectionner des culottes de peau comme celles des généraux Beysser et Moulin Jeune.

Le maire républicain de Fontenay-le-Peuple est horrifié. Il croit devoir s'en ouvrir à la Convention (16 Pluviose, An II) : « *Les hommes, les femmes, même les enfants à la mamelle, les femmes enceintes, tout périt par la main de la Colonne. En vain, de malheureux patriotes, les certificats de civisme à la main, demandèrent vie à ces forcenés, il ne furent pas écoutés. On les égorgea... Les foins ont été brûlés dans les granges, les grains dans les greniers, les bestiaux dans les étables, et quand de malheureux cultivateurs, connus de nous pour leur civisme, ont eu le malheur d'être trouvés à délier leurs boeufs, il n'en a pas fallu davantage pour les fusiller. On a même tiré et frappé à coups de sabre des bestiaux qui s'échappèrent.* »

Les massacres des Colonnes infernales

Mais les fusillades, les sabrages, le feu, tout cela manquait néanmoins de rapidité. Les chambres à gaz étaient encore impensables, bien qu'un projet fut soumis à Fontenay pour exécuter les « brigands » à la vapeur. Un pharmacien d'Angers proposa un système de gaz asphyxiants qui, essayé sur des moutons, se révéla peu efficace. Santerre imagina des mines et des



Michel Ragon.

« fumées soporatives ». Carrier proposa tout bonnement de verser de l'arsenic dans les puits. Finalement, il trouva le système expéditif des noyades collectives dans la Loire.

Le général Turreau.

Le rapport d'un commissaire aux armées nous indique que les Colonnes infernales utilisaient contre les Vendéens des fours crématoires. Mais, au lieu de ne réduire en cendre que les cadavres, comme dans les camps de concentration nazis, ils avaient trouvé plus amusant d'enfourner vivants femmes et enfants. Le commissaire en question ne s'indigne que parce que des « femmes patriotes » sont ainsi suppliciées. « *D'abord, écrit-il, on a condamné à ce genre de mort les femmes brigandes et nous n'avons que trop rien dit. Mais aujourd'hui les cris de ces misérables ont tant diverti les soldats de Turreau qu'ils ont voulu continuer ces plaisirs. Les femelles des royalistes manquant, ils s'adressent aux épouses des vrais patriotes. Déjà, à notre connaissance, vingt-trois ont subi cet horrible supplice.* »

Les massacres des Colonnes infernales, tout comme les noyades de Carrier se trouvent méticuleusement décrites dans un rapport peu connu (que R. Secher et J. J. Brégeon ont eu l'heureuse idée de rééditer en 1987 chez Tallandier) : *La guerre de Vendée et le système de dépopulation*, publié en 1794. Son auteur n'est autre que Gracchus Babeuf, que Karl Marx appelait « *le fondateur du parti communiste agissant* », l'homme qui rêvait d'instituer une république de l'égalité, et qui peut donc difficilement être suspecté de complaisance envers les insurgés vendéens.

Il y a plus de cent ans, H. Taine (*Les Origines de la France contemporaine*) constatait, lui aussi, l'intention génocide des Conventionnels : « *Le but avoué de la politique jacobine est l'anéantissement systématique et total du pays, bêtes et gens, bâtiments, moissons, cultures et jusqu'aux arbres* ».

Mais Taine, le scientifique, n'eut jamais la popularité du lyrique Michelet et la IIIe République préféra trouver sa vérité historique dans Michelet, plutôt que dans Taine, jetant aux oubliettes l'épisode déplaisant des guerres de Vendée.

Michel RAGON

N°743 JEUDI 16 MARS 1989

NOTE DE LECTURE

« Le pouvoir préfectoral lavaliste »

«*En exécution d'instructions télégraphiques du ministère de l'Intérieur, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire procéder à l'arrestation immédiate des juifs ci-après désignés (...)* ». Suit une liste de noms. « *Vous voudrez bien, également, assurer le transport de ces juifs au camp d'internement de Drancy (Seine) avant mercredi 24 courant. (...) Je vous serais obligé de vouloir bien me tenir informé de l'exécution de ces mesures (...)* ».

Cette lettre, datée du 22 mars 1943, est signée de Maurice Papon, ancien ministre de Giscard, ancien préfet de police à Bordeaux sous le gouvernement de Vichy.

Si Barbie avait été un préfet français ?

Un homme, Michel Slitinsky, auteur de *L'Affaire Papon* (Ed. Alain-Moreau, 1983) et tout récemment d'un livre sur *Le Pouvoir préfectoral lavaliste à Bordeaux* (éditions Wallada, Bordeaux), désigne dans ces livres une des impostures politiques les plus extravagantes de ces dernières décennies.

Il est également une des victimes de la répression exercée contre les juifs à Bordeaux. Il avait 17 ans quand il a été arrêté avec ses parents dans la nuit du 19 octobre 1942. Il réussit à s'échapper par les toits.

Puis, c'est la clandestinité, l'échec dans sa tentative de rejoindre l'Angleterre, de nouveau la clandestinité pour obtenir par le réseau Gallia le passage pour les maquis d'Auvergne.

Lorsqu'il retourne à la vie civile, en 1946, il apprend que son père, son frère, sa tante sont morts à Auschwitz.

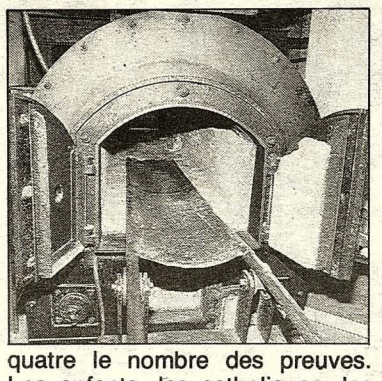
— **Le « Monde libertaire » :** *L'affaire Papon-Sabatier est maintenant bien avancée. La deuxième instruction est sur les rails depuis deux ans, et les parties civiles se sont manifestées, alors qu'elles ont été sur la réserve pendant cinq ans. Quelle est votre opinion ?*

— **Michel Slitinsky :** La première instruction a capoté dans les circonstances que vous savez : l'inculpation d'un préfet étant réservée à une chambre criminelle et non à un juge. Pourtant, il y avait une certitude : secrétaire général et préfet agissaient en pleine responsabilité, en étroite concertation.

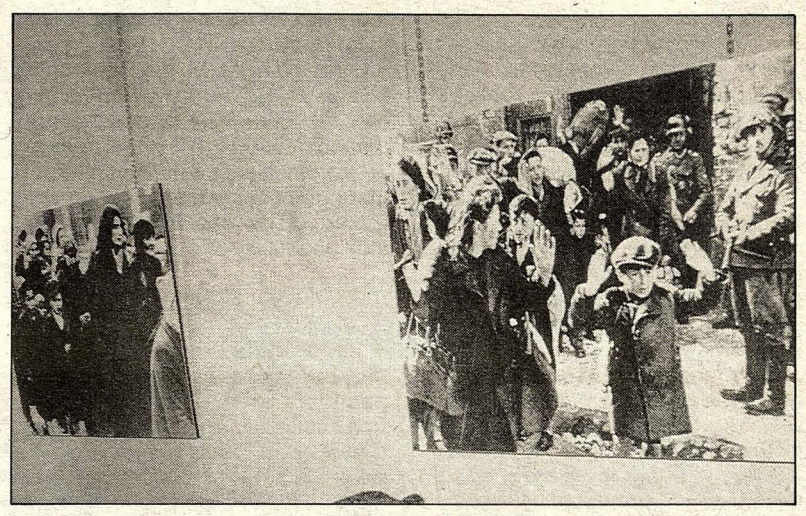
Les associations humanitaires et communautaires ont confirmé par leur solidarité le bien-fondé de notre action. Aujourd'hui, malgré le mutisme, il y a une large opinion concernée par la reconstitution des années noires, effacées de nos mémoires. Beaucoup de publicistes et de hauts fonctionnaires auraient intérêt à lire les ouvrages de terminale qui, depuis 1983, révèlent que les gens de Vichy sont devenus plus puissants après la Libération qu'avant.

répercutait les ordres allemands ! Mais ses amis, nombreux à le soutenir, ont aussi tendance à affirmer que Vichy était une institution légale, et que les hauts fonctionnaires étaient soumis aux autorités de tutelle !

On veut donc manifestement diluer la responsabilité répressive, en haut de la pyramide. Or, la découverte, en 1986, de 75 nouveaux documents multiplie par



quatre le nombre des preuves. Les enfants, les catholiques, les malades, les nationalités protégées ont été les victimes du personnel lavaliste. Les autres victimes défilent aussi : communistes,



anarchistes (1), résistants, STO, républicains espagnols.

— **ML :** *Quelle est la stratégie de ces associations ? Ont-elles toutes à démontrer la perversité de ce pouvoir partagé par d'anciens fonctionnaires qui ont prétendu être résistants et partisans des droits de l'homme ?*

— **M. S. :** Il y a certainement dans les sphères gouvernementales des gens qui appréhendent des démonstrations fatales à leurs amis qui, en 1945, ont récupéré les pétainistes, pour éviter l'accès des résistants aux organismes préfectoraux. On ne compte que sept ou huit grands résistants à bénéficier de ces promotions. Par contre, plus de 80 lavalistes se sont reconvertis en 1944 et 1945. N'oubliez pas que 44 ministres de Vichy blanchis ont pu bénéficier d'attestations de résistance.

Les organisations de résistance ont donc aussi leurs responsabilités. L'histoire reste certainement encore à écrire, car la dissimulation des archives a été une des stratégies des pouvoirs en place depuis 1945.

RENÉ

Dimanche 26 mars, dans « Le magazine libertaire » : interview de Michel Slitinsky (sur Radio-Libertaire Paris, 89.4 MHz, de 18 heures 30 à 20 heures).

(1) Les lecteurs du Monde libertaire *intéressés par cette période pourront utilement se reporter à l'ouvrage publié par nos camarades de Perpignan :* Les dossiers noirs d'une certaine résistance (trajectoire du fascisme rouge), *Centre d'étude sociale, BP 233, 66002 Perpignan cedex, 45 F). Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

NOTE DE LECTURE

« Eros de Péguy »

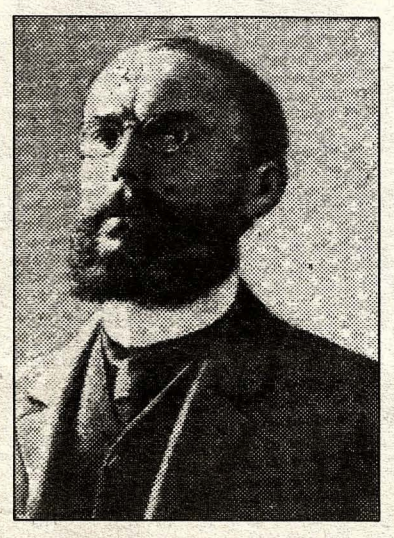
EROS de Péguy, de Roger Dadoum, nous révèle au travers de l'analyse de *La Thèse* — « *œuvre méconnue, éblouissante coulée de texte* » — un Péguy anarchiste, loin du Péguy classique cité dans les manuels scolaires et « prisonnier » des curés, de Pétain, des bien-pensants de la droite nationaliste, et qui nous avait déjà été révélé en partie, il y a deux ans, avec la parution du tome I de ses œuvres en prose complètes dans la collection Pléiade de Gallimard, où étaient citées — bien qu'en note en bas de page seulement, et non dans le texte lui-même... —, ses trois conférences sur l'anarchisme politique données à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales en janvier-février 1904.

Cet anarchisme de Péguy — Dadoun mentionne plus d'une dizaine de fois les mots anarchiste et libertaire —, se retrouve à la fois dans sa pensée et son écriture, alliance donc de la forme et du fond.

Pour Dadoun. « *anarchiste est l'écriture de Péguy, en tant qu'elle se définit comme le refus passionné dans l'acte d'écrire, d'instituer, de travailler à l'*institution — *en terme éminemment péguyen — de quelque* autorité *que ce soit, pas plus la sienne propre, autorité de l'écriture, que toute autre. Mais il est vrai que l'anarchisme, selon la formule célèbre, est* " la plus haute expression de l'ordre *", on ne sera pas étonné de voir l'écriture anarchiste de Péguy nous apparaître si souvent, lumineusement* ordonnée, *créatrice de son* ordre *propre, de son ordre individuel, rationnel et pathétique ensemble.* » (p. 66)

Ecrivant sans trêve, Péguy recherche, fouaille dans les mots non seulement l'affirmation d'un sens, mais plus encore la résonnance de la lettre. « *Lorsqu'il tient un mot qu'il ressent ou pressent riche d'une certaine densité, lourd d'une certaine épaisseur de signification, ce quelque chose qu'il nomme dans* De l'anarchisme politique *des* " arriérés d'histoire *", et aussi une* " filiation *", Péguy le martèle, le tourne et le retourne* en tout sens, *véritablement comme pour lui faire rendre, lui faire cracher, oserait-on dire, les trésors de langage qu'il peut recéler.* » (p. 69).

Car pour Péguy, derrière le langage se cache l'homme : dis-moi



comment tu le dis, et je te dirai qui tu es. « *Parlez-moi donc un peu, plutôt, parlez-moi donc seulement, dites-moi seulement un peu comment vous le dites, et que vous le dites comme ci ou comme ça. Voilà ce que je vous demande. Et alors, je vous écoute. C'est cela, c'est le ton, c'est le style, c'est la résonnance de ce que vous dites que j'attends et alors, que j'entends, que j'écoute. Parce que cela est de vous, parce que cela est de l'homme même, parce que cela seul existe, à condition, uniquement et sous cette seule réserve, que vous, existiez, que vous* soyez. » (p. 161, citant *Un poète l'a dit*).

Etre, c'est-à-dire pouvoir s'opposer. Dans sa réflexion sur la société dans son continuum historique, Péguy oppose au « *principe de guerre, de crime et de mort* » symbolisé dans le monde moderne par l'inique bourgeoisie d'où vient « *tout le mal, toute l'aberration* », le « *principe de résistance* » dont Jeanne d'Arc est la figure emblématique « *en ce qu'elle donne corps, elle donne forme concrète et charnelle aux modalités diverses de la résistance aussi bien religieuse, spirituelle, et " mystique ", que temporelle, historique, militaire et politique* » (p. 48). A cette puissance mortifère, « *au grand cadavre mort* », s'oppose donc une énergie de résistance et d'espérance, « *les sources vives* », que Dadoun n'hésite pas à qualifier d'*Eros*, et qui apparaît comme le fondement de la pensée péguyenne.

Au terme de sa thèse sur *La Thèse*, Dadoun évite de tomber dans le travers inverse des gardiens de la pensée péguyenne classique qui consisterait à nous présenter un Péguy tout uniquement anarchiste. C'est à juste titre qu'il le qualifie de « *trans-frontière* », d'homme qui « *passe à travers* », animé d'une « *éternelle inquiétude* ». Tout enfermement est, de quelque côté que l'on se place, une manière d'enterrement : l'embaumement, c'est la négation de la pensée.

Grand pourfendeur de l'unicité totalitaire, l'économie de la pensée péguyenne peut ainsi être qualifiée de pluraliste libertaire, *pluralitaire* selon le néologisme forgé par Dadoun. Une définition à retenir !

Jean-Jacques GANDINI

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 16 mars

« Enlivrez-vous » (16 h 30 à 18 h) : avec comme invité Henri Gougaud, pour son livre « L'homme à la vie inexplicable » au Seuil.
« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invité Massin.

Vendredi 17 mars

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : l'eau en région parisienne, avec Michel Tavat.

Samedi 18 mars

« Chronique syndicale » (11 h 30 à 14 h 30) : dossier sur la Chine.
« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : F. Robinson et Loweel Falson.

Dimanche 19 mars

« Matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : avec comme invité Maurice Rajsfus pour ses deux derniers livres sur l'immigration.
« L'imaginaire » (21 h 30 à 22 h 30) : le réquiem de Mozart (2e partie).

Mardi 21 mars

« Wreck this mess » (16 h 30 à 18 h) : poésie « beat et post beat », avec Ginsberg, Kerouac, Patchen and co.

Mercredi 22 mars

« Femmes libres » (18 h 30 à 20 h 30) : le Colloque international sur les violences faites aux femmes au travail.
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : avec Ludwig Von 88.

MUNICIPALES

Construire l'espoir d'une révolution

CEUX qui ont été sevrés avant Mai 68 ont été nourris par la promesse, floue mais persistante, que se profilait à l'horizon la « Société des loisirs ». Depuis, les choses ont tourné comme on sait : mal.

Quelques astucieux ont donc eu la bonne idée de maintenir Jacques Martin à la télévision le dimanche après-midi. Il ne restait plus qu'à canaliser le flot des allergiques et à les occuper à grands frais.

Que serions-nous devenus si nos têtes pensantes n'avaient pas inventé la solution miracle à l'effrondrement des industries lourdes : le parc d'attraction ? Heureuses communes sinistrées qui pourront danser avec les schtroumpfs, plutôt que de sangloter sur leurs emplois perdus (1).

Désormais sceptiques sur les chances de retrouver le plein-emploi grâce à des unités de production, les élus ont décidé de jouer la carte des loisirs et du tourisme. Golf, complexe sportif, jeux d'eau, villages de vacances, parc d'animation. On investit jusqu'à l'indigestion dans la joie et la bonne humeur.

Chirac à « Mirapolis ».

Comme les investissements dépassent largement les possibilités financières des communes, les sociétés d'économie mixte se chargent d'amener le « partenaire » privé qui, moyennant une large participation aux bénéfices (2), soutiendra le maire dans sa folie des grandeurs ludique. Sans oublier la tarte à la crème du loisir-qui-est-un-atout-pour-l'image-de-marque...

Une chose est de vouloir développer le sport dit « de masse », une autre de se lancer dans de prestigieux et fracassants équipements, qui coûtent la peau des fesses et n'ont plus d'autres but que de faire du fric.

On pense, bien sûr, au développement des stations sportives de montagne : bonjour le ballon d'oxygène pour les finances locales, bonjour messieurs les requins de la finance.

La marge est extrêmement étroite entre les deux aspects de la question. Et le sujet est d'autant plus dangereux que les détenteurs de parole divine (nos élus) sont tellement persuadés de leur vérité révélée, qu'ils en oublient jusqu'à l'existence de la population directement concernée. C'est pour vot'bien j'vous dis... et les bavures commencent déjà à s'accumuler.

Il est bien évident que l'organisation et l'esprit même de la société néo-esclavagiste où nous pataugeons désespérément ne nous convient pas. C'est pourquoi nous devons marquer nos chers élus au short.

Dans le domaine de l'emploi, peut-être plus qu'ailleurs, ils entendent règner sans partage. Branchés directement sur la fréquence de leurs cabinets « d'experts », ils se soucient avant tout de l'impact médiatique de leurs décisions. A nous de défendre les salariés et les contribuables pour leur éviter les retombées des incohérences et des phénomènes de mode. C'est bien là que la connaissance du fonctionnement de l'économie locale, de ses forces et de ses faiblesses, est indispensable.

La fiscalité

Les finances locales sont alimentées par quatre taxes — soyons un peu professoral — dites les « quatres vieilles ». A savoir : la taxe d'habitation (soutirée à l'occupant), la taxe sur le foncier bâti (raquée par le propriétaire), la taxe sur le foncier non bâti (idem, mais sans la bicoque) et, enfin, la taxe professionnelle (pompée chez le patronat).

Les taux extrêmement variables dans l'espace et dans le temps. En 1986, une enquête (3) donnait sur le territoire, des écarts de 1 à 17 pour la taxe d'habitation, de 1 à 8 pour la taxe professionnelle (4) et de 1 à 15 pour la taxe foncière.

Sans entrer dans les détails (5), différents mécanismes ont pu également faire varier le pourcentage de ces différentes sources de revenus des communes ; en général, d'ailleurs au profit des entreprises, pour des raisons évidentes, liées au mot magique « d'emplois ».

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les caïds qui nous gouvernent sont unanimes à reconnaître que ces « quatres mémés » sont totalement incohérentes.

La taxe professionnelle.

La diversité des taux serait déjà, à elle seule, un handicap, mais ce n'est pas le seul. Le calcul, étant basé sur le nombre de salariés, agresse les fortes concentrations d'emplois et fait risette aux boîtes fortement « technologisées ». En période de chômage, quelle subtilité ! Au point que l'Etat prend en charge un quart des sommes totales dues par les sociétés, pour les reverser aux communes...

Les taxes d'habitation et sur le bâti.

Sans parler des disproportions d'une commune à l'autre, elles s'appliquent avec rigueur, et parfois incohérence, de façon différente d'un quartier à un autre, selon des critères plus ou moins justifiés.

Elles vous ponctionnent aussi selon le « standing » de votre logement. Le malheur est qu'elles sont calculées sur une valeur locative théorique qui n'a pas été revue depuis des décennies. Si votre propriétaire, bonne poire, a déclaré la baignoire qu'il a fait poser dans votre deux pièces, vous risquez de payer deux ou trois fois plus cher que votre voisin de palier qui a fait faire le travail au noir par un plombier de ses relations.

Sans oublier que, smicard ou jeune cadre plein aux as, votre contribution sera la même...

L'idée géniale était donc de réformer la taxe professionnelle sur des bases nouvelles (sans parler, hélas, d'uniformisation) et de transformer la taxe d'habitation en un impôt local sur le revenu.

Mais — encore une fois, hélas ! — nos élus (les 36 000 maires et quelques) sont une force de pression non négligeable. Alors que, curieusement, les mouvements de protestation des imposés semblent extrêmement rares. Même le PCF, pourtant vieil habitué de la chose, ne joue pas trop avec ce genre de démagogie. Evidemment, il n'est pas toujours tout blanc dans l'affaire.

C'est bien pourquoi les gouvernants traitent le dossier comme une caisse de faïence Louis XIII, et ne se risquent qu'avec la plus extrême prudence à envisager la possibilité d'une modification. Charasse-les-bretelles, chargé par Rocard soi-même de se pencher sur le dossier, a dû attraper un tour de rein et semble désormais résigné à passer le plumeau avec doigté.

Michel Charasse.

Il faut dire que la mode étant à la « baisse des prélèvements obligatoires », cela a donné l'illusion que le problème avait perdu de son actualité. Mais qui dit baisse des revenus des communes dit souvent... privatisations ou, pour le moins, diminution des services à la population.

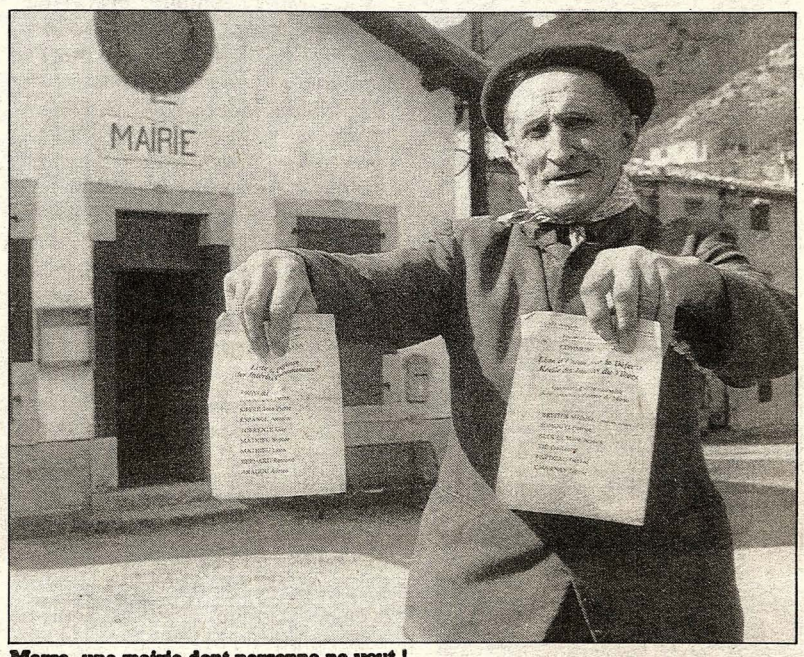
Le territoire

La France regroupe, à ce qu'il semble, plus de la moitié des communes européennes. Il est en tout cas exact que la taille de certaines communes rurales est un handicap pour leur équipement. C'est d'ailleurs ce qui explique les regroupements de plus en plus fréquents (SIVOM, SIVU, Syndicats des eaux, etc.).

Sans vouloir généraliser, il paraît assez naturel que ces regroupements soient bénéfiques à l'ensemble des parties prenantes.

Le cas est notablement différent pour les villes moyennes et les grandes agglomérations. Il est particulièrement douteux que l'extension et l'agglutinement autour des villes déjà importantes (par exemple, les communautés urbaines) constituent un véritable progrès pour les habitants de ces cités.

Paris, Lyon, Marseille, et toutes les villes qui en prennent le chemin, prouvent que la centralisation autour de quelques axes régionaux, si elle enthousiasme les tordus de la société des profits, about-



Marsa, une mairie dont personne ne veut !

tit de fait à une absence de démocratie locale. Mais, me direz-vous, ils s'en foutent.

On ne gère pas Paris comme Saint-Pantaléon-de-Laplau... Mais quel est le Parisien qui peut prétendre être consulté, quand Chirac magouille pour virer les pauvres des quartiers en « réhabilitation » ?

En guise de conclusion

Les « socialistes scientifiques » ont toujours considéré la commune, au mieux comme leurs premières chaussettes, au pire comme le plus petit territoire dirigé par un commissaire du peuple... (7)

Après bien d'autres compagnons, Pierre Besnard (8) a esquissé un fonctionnement possible pour une commune libertaire : conseil communal dont le nombre d'élus et les membres sont désignés par les habitants eux-mêmes ; les conseillers étant mandatés soit pour une année, soit pour une tâche bien précise, et devant rendre compte devant l'assemblée générale souveraine. Au sein de ce conseil, devraient être présents un (ou plusieurs) représentants des différents groupes sociaux (professionnels, consommateurs, habitants, etc.) qui ont intérêt à la vie de la commune et la composent (simplifions).

Bien entendu, une gestion de ce genre suppose un certain nombre de changements sociaux, tels que l'égalité économique, la disparition de l'Etat au profit d'un regroupement (fédération) de communes, etc.

Quoi que bien loin de notre réalité quotidienne, ce modèle est tout à fait passionnant ; aussi, les ricaneurs qui grincent des dents et consultent le rayon science-fiction de leur bibliothèque, sont-ils dispensés de leurs commentaires.

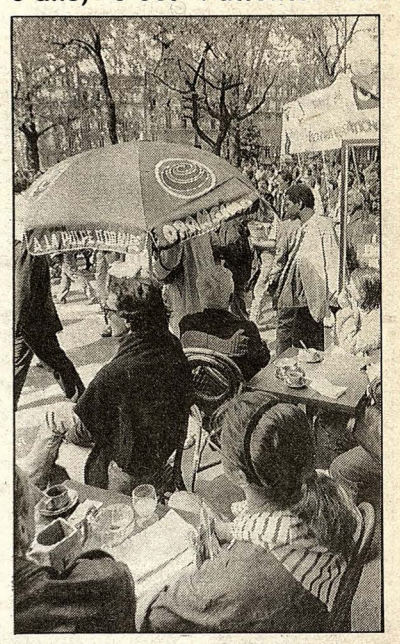
Car, si on glousse sur des projets de ce genre, on doit s'esclaffer au vu des résultats de la « gestion » plate et pauvrement économique que nous proposent désormais nos élus.

Après l'absence de débat qui a marqué (et marquera) les présidentielles, les municipales ont emboîté le pas.

Je gère, tu gères, il (ou elle) paie. La décentralisation de 1983, qui dispense le maire de soumettre sa copie au préfet (m'sieur, je peux sortir ?), loin de redonner une volonté aux administrés de s'intéresser à leurs propres affaires, a en fait relancé la personnalisation du pouvoir municipal, vaguement soumis au contrôle d'un conseil apathique (9).

Il serait, bien sûr, démagogique de prétendre que droite et gauche gèrent de la même manière. Ah, ça ! Dans le détail il y a souvent des passerelles qui ressemblent à des ponts suspendus. Mais enfin, en gros, c'est pas la même chose...

Pourtant, quelle que soit leur couleur politique, il faut bien admettre que les élus sont de plus en plus désignés par une population qui consomme de la gestion communale comme d'autres du cassoulet : en boite. Si c'est pas bon, on jette. Mais entre temps (les municipales ont lieu tous les 6 ans) c'est l'attente. On



machouille sa saucisse et on se tait. Même Alain Duhamel s'en inquiète (10), c'est dire !

En attendant des époques plus dynamiques, c'est notre rôle, à nous anarchistes, de relever le contre-pouvoir, de lui tapoter la joue et de le bourrer de vitamines. Nous sommes bien conscients qu'il ne peut pas y avoir de solution satisfaisante à l'ensemble des problèmes posés, dans les conditions d'abrutissement et de course à la consommation qui sont les nôtres (11). Mais pour l'instant ce n'est pas de révolution qu'il s'agit (hélas !), c'est de reconstuire l'espoir d'une révolution.

R. LE Y.

NOTES

(1) L'aspect ravageur et abrutissant est suffisamment dramatique pour ne pas être évoqué à la va-vite dans le cadre de cet article.

(2) On connaît les ravages causés par les golfs et leurs Club-houses envahissants.

(3) Evénement du Jeudi *du 10 décembre 1987.*

(4) Rappelons que la taxe professionnelle représente en moyenne environ 50% des recettes d'une commune.

(5) Ce n'est pas un cours de finances publiques...

(6) Seule exception notable : les villes nouvelles, où une solidarité intercommunale s'est mise en place par le versement dans un tronc commun.

(7) Lire, par exemple, Marc Ferro Des soviets au communisme bureaucratique.

(8) Pierre Besnard, Le monde nouveau.

(9) Un ethnologue définissait trois types de pouvoir communal, auquel le maire appartenait obligatoirement : le chef de bande, l'héritier des valeurs, l'homme le plus riche. Caractéristiques absolument pas interchangeables d'une commune à une autre.

(10) Alain Duhamel : « Une démocratie de citoyens passifs », Le Monde *du 14 novembre 1988.*

(11) Voir De la municipalité à la commune libertaire, *éditions La Rue. A lire avec grand profit.*